

## **VI. LA FONDATION ET L'ÉVOLUTION DE L'"UNION OUVRIÈRE LIBRE D'ALLEMAGNE (SYNDICALISTES)" (FAUD(S))**

### **1. Le Congrès constitutif de l'"Union Ouvrière Libre d'Allemagne (Syndicalistes)" en décembre 1919 et son programme**

La politique de la centrale du KPD(S) chapeauté par Levi ne conduisit pas seulement à la rupture avec la plus grande partie des communistes de gauche, mais elle s'efforça également de tirer une ligne de séparation la plus nette possible entre ses propres principes d'organisation et ceux des syndicalistes révolutionnaires de la "Fédération Libre". La prise ouverte de distance par rapport aux syndicalistes révolutionnaires commença assez précisément avec la fin de la phase d'action et avec le début de l'afflux de masse vers la "Fédération libre" en juin 1919. Mi-juin, la centrale avait interdit dans un appel<sup>1</sup> la propagande syndicaliste révolutionnaire dans ses rangs. La centrale déclarait l'agitation syndicaliste révolutionnaire incompatible avec le communisme dans la mesure où celle-ci se prononçait contre la forme d'organisation du parti politique, contre la centralisation de l'organisation, et pour les actions révolutionnaires partielles à caractère politique au moment présent. La discussion théorique avec le syndicalisme révolutionnaire continua de la part de la centrale en juillet et en août. Un article dans le mensuel théorique du KPD(S), l'"Internationale"<sup>2</sup>, tentait en juillet 1919 de démontrer que le syndicalisme révolutionnaire n'était rien d'autre qu'« un frère irrité du syndicaliste opportuniste ». « Son idéal d'organisation et sa tactique de la lutte économique ne sont rien d'autre qu'un reflet né de l'irritation du mouvement syndical »<sup>3</sup>. Le syndicalisme révolutionnaire n'aurait jamais produit quelque chose d'intéressant en matière de création d'idéologie, etc.; l'analyse de l'article était juste quand il décrivait le syndicalisme révolutionnaire allemand de la "Fédération Libre" comme une pure structure d'opposition sans idéologie solide, car cette organisation, après son exclusion du SPD en 1908, ne parvint à une telle nouvelle identité idéologique qu'avec le programme du Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919. L'analyse est fautive dans la mesure où elle étend cette caractérisation du syndicalisme révolutionnaire allemand au mouvement international; ce fut quelque chose de facile pour le "Syndikalist" d'attirer l'attention sur la création théorique extrêmement féconde dans les pays latins<sup>4</sup>. La démarcation du communisme d'avec le syndicalisme révolutionnaire s'accomplit finalement d'une manière

<sup>1</sup> Voir "Der Kämpfer, Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), Bezirk Gross-Berlin", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 20/21. "Der Kämpfer" parut en remplacement de l'organe central du KPD(S), le "Rote Fahne", qui avait été interdit. Voir aussi l'Appendice documentaire n<sup>o</sup> VII. Le fait formel que l'appel s'adresse à ceux qui étaient organisés syndicalement dans le KPD démontre qu'il s'adressait réellement aux membres de la "Fédération Libre". L'emploi de la notion de "syndicalisme révolutionnaire" comme invective contre les unionistes dans le KPD n'était devenu courant qu'après le II<sup>o</sup> Congrès en octobre. Voir aussi la réaction de la "Fédération Libre" à l'appel dans "Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 32 ; *Die KPD und die Syndikalisten*.

<sup>2</sup> M. J. Braun, *Gewerkschaft, Partei und Arbeiterrat (Beitrag zur Beurteilung des Syndikalismus)* [Syndicat, parti et conseil ouvrier (Contribution à l'évaluation du syndicalisme révolutionnaire)] dans : "Die Internationale, eine Wochenschrift zur Praxis und Theorie des Marxismus", 1<sup>o</sup> année (1919), cahier 5/6, p. 6 sq.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>4</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 37 : *Der Syndikalismus und seine Gegner* [Le syndicalisme révolutionnaire et ses adversaires].

nette et radicale dans un article qui fut d'abord considéré en juin comme un rapport, et qui fut ensuite édité en août (1919) par la centrale comme brochure<sup>5</sup>. Il proclamait illusoire les conceptions anti-étatiques du syndicalisme révolutionnaire; après la victoire de la dictature du prolétariat, il faudrait parfaitement utiliser la machinerie de l'État pour assurer la domination du prolétariat. Dans l'organisation comme dans la vie économique, le centralisme signifiait dans la société industrielle moderne une concentration des forces souhaitable. L'article réclamait l'exclusion de tous les syndicalistes révolutionnaires de principe qui n'apportaient que de la confusion dans le parti. Les impulsions favorables à la séparation entre communisme et syndicalisme révolutionnaire provinrent de la centrale du parti. La Commission Commerciale de Berlin de la "Fédération Libre", qui avait recommandé en décembre 1918 à ses membres d'adhérer aux groupes radicaux de gauche, invoqua tout d'abord leurs luttes communes, puis leurs objectifs voisins; elle réagit de temps en temps aux attaques de la centrale du KPD(S) par des contre-polémiques plus ou moins objectives. Mais depuis que, dans la seconde moitié de 1919, le cours de Rocker commençait à s'imposer chez les syndicalistes révolutionnaires, on prit aussi de la part de la "Fédération Libre" l'initiative d'une clarification des fronts. Le "Syndikalist" ne parla bientôt plus que des « trois partis sociaux-démocrates » en bloc, et il voulait dire le SPD, l'USPD et le KPD(S). Il séparait la "Fédération Libre" en tant qu'organisation des « communistes libertaires », des « communistes étatiques » du KPD.

Les efforts intenses de la centrale du KPD(S) et de la Commission Commerciale des syndicalistes révolutionnaires pour établir le plus clairement possible leurs principes organisationnels spécifiques respectifs étaient en fin de compte le résultat du fait que, chez les membres, bien au-delà la phase d'action qui dura jusqu'à mai 1919, les différences de principe entre les deux organisations n'étaient ni connues ni reconnues. Le "Syndikalist" publia des lettres de lecteurs dans lesquelles il était question du « parfait accord, du point de vue intellectuel, économique et politique »<sup>6</sup> entre le syndicalisme révolutionnaire et le communisme. Fritz Kater constata à la Conférence constitutive de la FAU de la Rhénanie-Westphalie à la mi-septembre que, malgré les menaces d'exclusion de la centrale du KPD(S), et malgré la déclaration de la Conférence nationale de l'USPD immédiatement précédente selon laquelle on ne pouvait pas être en même temps un social-démocrate indépendant et un syndicaliste révolutionnaire, la majeure partie des délégués présents et la plus grande partie des masses ouvrières qu'ils représentaient appartenaient cependant à l'un des deux partis<sup>7</sup>. Cette double appartenance à l'organisation syndicaliste révolutionnaire et au parti communiste était encore ultérieurement – après que le XIII<sup>e</sup> Congrès des syndicalistes révolutionnaires eut exigé de son côté l'appartenance exclusive à la FAUD – tout à fait fréquente. Cette double appartenance était caractéristique des nouveaux adhérents à l'organisation; les anarchistes ou les syndicalistes révolutionnaires de longue date et fermes dans leurs principes se détournèrent du KPD(S) au plus tard lorsque le cours de Levi s'imposa<sup>8</sup>.

Malgré l'inertie certaine de leurs membres, les lignes d'évolution du parti communiste et de la "Fédération Libre" divergèrent dans la seconde moitié de l'année 1919. Aussi superficielle qu'elle ait pu être la fusion de la FAU en Rhénanie-Westphalie en septembre de cette année-là, elle donna cependant sans aucun doute un élan organisationnel considérable à la

---

<sup>5</sup> F. Brandt, *Syndikalismus und Kommunismus*, Berlin 1919 ; Voir aussi la prise de position de la FAUD dans : "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 1.

<sup>6</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>e</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 2/3. Voir aussi "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1<sup>e</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 12.

<sup>7</sup> Voir "Der Syndikalist", 1<sup>e</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 42.

<sup>8</sup> Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 383. Il nous informe « qu'un bon nombre de vieux camarades anarchistes d'Allemagne, après le I<sup>er</sup> Congrès du PC à Berlin, avaient même adhéré directement au nouveau parti parce que ce congrès s'était déclaré contre l'activité parlementaire ». Sept mois plus tard, « la plupart d'entre eux reconnaissaient leur erreur et ils ressortirent du parti ».

"Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires qui dominait en elle. Déjà à la Conférence de septembre, Kater avait réclamé que cette fusion soit mise en œuvre le plus tôt possible à l'échelle de l'Empire. En dehors de la région de la Ruhr, des unions locales de la "Fédération Libre" se sont constituées au cours de l'année, dans des conditions similaires, à Berlin et ses environs, en Thuringe, en Saxe, en Silésie, en Allemagne du Sud et dans les villes portuaires de la côte de la Baltique et de la mer du Nord<sup>9</sup>. Pendant une levée de l'état de siège qui dura trois semaines, toutes les organisations adhérentes se réunirent du 27 au 30 décembre 1919 à Berlin pour la XII<sup>e</sup> Conférence nationale de la "Fédération Libre", qui se transforma en Congrès constitutif de la FAUD(S)<sup>10</sup>. 109 délégués y représentèrent, d'après les informations de la Commission Commerciale, 111 675 membres<sup>11</sup>. La fusion de septembre de l'année en cours dans la région de la Ruhr, laquelle était de loin le champ de recrutement le plus important de l'organisation, fut confirmée et la "Fédération Libre" changea de nom et s'appela dans tout le Reich l'"Union Ouvrière Libre d'Allemagne (Syndicalistes)". La reprise du nom de la fusion des groupes syndicaux sociaux-révolutionnaires de la Rhénanie-Westphalie n'était plus justifiée en décembre 1919 dans la mesure où, à cette époque, les éléments unionistes de l'association étaient déjà sur le point, dans la Ruhr comme dans le Reich tout entier, de se détacher de la sphère organisationnelle du syndicalisme révolutionnaire<sup>12</sup>; cette évolution vers la séparation organisationnelle des unionistes ne pouvait qu'être accélérée par le Congrès lui-même puisque la déclaration de principes adoptée par lui donnait à l'organisation une toute nouvelle orientation à de multiples égards.

La Commission Commerciale berlinoise – probablement à cause du sentiment justifié de l'insuffisance des formules programmatiques générales de l'organisation depuis 1908 – avait chargé Rudolf Rocker d'élaborer un nouveau programme. "La déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire" de Rocker fut soumise, à partir de la mi-novembre (1919), à la discussion des membres de la "Fédération Libre"<sup>13</sup>. Son discours<sup>14</sup> explicatif sur la déclaration de principes fut le sujet principal du Congrès constitutif; il marquait un tournant dans l'évolution de l'organisation syndicaliste révolutionnaire par sa prise de position concernant les rapports de la FAUD avec les partis politiques et avec la dictature du prolétariat. Rocker déclara que les partis politiques aussi bien que le parlementarisme, qui était inséparable d'eux, étaient propres à la bourgeoisie; quand on refusait les partis sur un plan de principe, on se plaçait immédiatement dans la tradition de la I<sup>e</sup> Internationale qui n'avait reconnu à l'origine que des organisations économiques exclusivement. L'aspiration à l'obtention du pouvoir politique n'avait rien à voir avec le socialisme. « Si un syndicaliste révolutionnaire appartient à tel ou tel parti, c'est une affaire privée. L'organisation économique des syndicalistes révolutionnaires n'a rien à voir avec un parti politique »<sup>15</sup>. Cette définition du rapport au KPD – car celui-ci était, à côté de l'USPD, le seul parti dont il était en effet question – n'était qu'un

<sup>9</sup> D'après Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 192.

<sup>10</sup> L'on comptait les congrès suivants de la FAUD à la suite du décompte de la "Fédération Libre" ; le XII<sup>e</sup> Congrès de la FAUD était donc en réalité le I<sup>e</sup>.

<sup>11</sup> Voir "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 1.

<sup>12</sup> Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le Congrès constitutif de l'AAUD. Voir aussi le Rapport des communistes de gauche de Hambourg sur le Congrès constitutif de la FAUD dans : "KAZ" (Hambourg), 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 3.

<sup>13</sup> Voir "Der Syndikalist", 1<sup>e</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 50. Voir le texte de la déclaration de principe dans l'Appendice documentaire n<sup>o</sup> IX. Elle a paru également sous forme de brochure : Rudolf Rocker, *Die Prinzipienklärung des Syndikalismus* [La déclaration de principe du syndicalisme révolutionnaire], Berlin 1920.

<sup>14</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

<sup>15</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2. Cette définition du rapport entre l'organisation syndicaliste révolutionnaire et les partis politiques correspondait encore par exemple à celle qui figure dans la Charte d'Amiens de la CGT française de 1906 ; il y est dit - avec une nuance moins restrictive - : « ...Les organisations confédérées (n'ont) pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale ». Cité chez Colette Chambelland, *opus cit.*, p. 39.

pas sur le chemin du retournement de la recommandation initiale de la "Fédération Libre" à ses membres d'adhérer aux partis de gauche, chemin qui mènera à l'interdiction de l'appartenance à un parti, laquelle sera exprimée lors du XIII<sup>e</sup> Congrès de l'année suivante. Rocker s'attaqua à la dictature du prolétariat dans la mesure où elle signifiait la dictature d'un parti; la formule n'avait encore une fois rien à voir avec le socialisme, elle provenait de l'arsenal de la bourgeoisie.

« Si par dictature du prolétariat l'on n'entend rien d'autre que la prise de la machine de l'État par un parti, si l'on entend par-là que l'établissement d'un nouvel État, alors les syndicalistes révolutionnaires sont les ennemis jurés d'une telle dictature. Mais si l'on doit entendre par-là que le prolétariat commandera aux classes possédantes, qu'il abolira leurs privilèges, et donc si l'on ne doit plus entendre une dictature du haut vers le bas mais la conséquence de la révolution du bas vers le haut, alors les syndicalistes révolutionnaires sont des partisans et des défenseurs de la dictature du prolétariat. »<sup>16</sup>

Le cours indiqué par le discours de Rocker fut avant tout défendu dans la phase suivante par la Commission Commerciale de Berlin; pour les communistes dans la FAUD, qui n'étaient formés théoriquement que dans une certaine mesure, le refus du travail de parti et le rejet de la dictature du prolétariat comme but de la lutte étaient nécessairement inadmissibles. Des voix correspondant à cette position s'exprimèrent lors du Congrès constitutif; un porte-parole des mineurs de la Ruhr promit que l'année prochaine 200 000 mineurs seraient organisés au sens syndicaliste révolutionnaire; mais pour cela il fallait laisser tomber le nom de "syndicalistes". « Les syndicalistes révolutionnaires n'étaient pas assez révolutionnaires pour une partie des mineurs »<sup>17</sup>.

Le refus du parti et de la dictature du prolétariat dans le programme de Rocker, ainsi que l'exigence de la non-violence, à laquelle certains firent aussi opposition lors du Congrès constitutif<sup>18</sup>, étaient le résultat de sa théorie anarchiste, qu'il avait développée entièrement sous l'influence de Pierre Kropotkine<sup>19</sup>, durant sa longue activité de rédacteur dans le cercle de la communauté juive de l'Europe de l'Est habitant les quartiers Est de Londres. Il en présentait maintenant le résumé dans sa déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire. Kropotkine, le théoricien de l'anarchisme communiste, rejetait – ce qui était dirigé contre Marx – la dialectique comme base méthodologique de l'économie politique, et il revendiquait son remplacement par la méthode deductive-inductive des sciences de la nature<sup>20</sup>. Le but de l'étude politico-économique devait être la recherche des besoins humains et le moyen de les satisfaire.

<sup>16</sup> «Der Syndikalist», 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

<sup>17</sup> «KAZ» (Hambourg), 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 3.

<sup>18</sup> Un communiste de Düsseldorf s'opposa à l'exigence de non-violence de principe de Rocker avec l'argument selon lequel l'on devra contraindre à la coopération les forces hostiles au socialisme par la violence des armes. Voir «Der Syndikalist», 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

<sup>19</sup> Pierre Kropotkine, né le 9/12/1842 à Moscou, il était issu d'une très vieille famille noble russe ; il servit de 1862 à 1967 comme officier dans l'armée tsariste ; ensuite études des sciences de la nature, en particulier de la géographie ; publications scientifiques importantes sur la glaciologie ; en 1872, lors d'un voyage en Belgique et en Suisse, fit la connaissance de Bakounine et devint un partisan enthousiaste de l'aile bakouniniste de la I<sup>e</sup> Internationale ; après son retour en Russie, intense travail politique avec les nihilistes ; en 1874, arrêté et en 1876 fuite vers l'Angleterre ; ensuite rédaction de la revue anarchiste «La Révolte» en Suisse et expulsion ; en 1883, à Lyon, 5 ans de prison pour cause d'agitation anarchiste ; en janvier 1886, gracié et jusqu'en 1918 en exil à Londres. Après la Révolution d'Octobre russe, retour en Russie ; il s'y opposa rapidement au gouvernement des bolcheviks ; il vécut durant ses dernières années retiré en province et il mourut en 1921 ; la FAUD entreprit à cette époque-là des collectes de dons pour Kropotkine. Voir aussi la nécrologie de Kropotkine par Rudolf Rocker dans «Der Syndikalist», 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 7.

<sup>20</sup> Voir à ce sujet et pour la suite le résumé des idées de Kropotkine par Rudolf Rocker, un résumé qui fait ressortir les éléments les plus importants pour Rocker dans la pensée de Kropotkine, dans son avant-propos à : *Zur Peter Kropotkin, Die Eroberung des Brots, Wohlstand für alle* [Pierre Kropotkine, la conquête du pain, le bien-être pour tous], Berlin 1919 (Kater-Verlag).

Puisque l'objectif final de toute science était de fournir des directives pour la vie pratique, « il faut qu'elle étudie avec quels moyens la somme des besoins présents et futurs doit être le mieux satisfaite, avec la plus petite dépense de travail et avec le meilleur résultat »<sup>21</sup>. L'ordre économique et social capitaliste ne peut pas s'acquitter de l'exigence fondamentale de la satisfaction optimale des besoins, et il doit donc être remplacé par un système de production et de distribution bâti sur des principes totalement différents. Les caractéristiques spécifiques du système d'exploitation capitaliste sont pour Kropotkine les réalités de la division du travail et de la centralisation. Il estimait que ces deux développements n'étaient pas irréversibles et il entreprit à plusieurs reprises de démontrer l'existence dans le présent (autour de 1900) de tendances qui impliquaient la décentralisation et l'abandon de la division du travail. Il pensait pouvoir reconnaître de telles tendances – et il étayait ses observations par de vastes compilations de données statistiques<sup>22</sup> – dans la structure des industries nationales et dans l'intensification et les aspirations à l'autarcie de l'agriculture. Contrairement aux analyses marxistes, il essaya de démontrer empiriquement que les petites industries n'avaient pas été ruinées par le développement historique le plus récent, mais qu'elles s'étaient très bien maintenues et consolidées. Dans la société agraire et de petite industrie propagée par Kropotkine, on doit en arriver à la fusion de l'industrie, de l'agriculture et de l'artisanat, du travail manuel et du travail intellectuel. La base de cette nouvelle société, une fédération de communautés de production indépendantes, serait, d'après Kropotkine, la solidarité, c'est-à-dire l'activité autonome responsable des producteurs; elle remplacerait les principes d'autorité et de centralisation sur lesquels la société actuelle repose<sup>23</sup>. Il essaya de produire la preuve qu'une telle société était réalisable sous la forme d'une anthropologie anti-darwinienne qui montrait que la solidarité et l'aide mutuelle étaient des éléments historiques de développement<sup>24</sup>. Kropotkine consacra encore à cette pensée fondamentale de la « loi de l'aide mutuelle » et de l'« instinct social et de solidarité » sa dernière œuvre<sup>25</sup> "L'éthique", largement ébauchée mais qui resta inachevée à cause de sa mort (1921). C'est dans cette anthropologie que s'enracina la croyance illimitée de Kropotkine dans la spontanéité des masses<sup>26</sup>; son idée de la spontanéité était en définitive ahistorique et en cela complètement différente de celle du communisme de gauche; Pannekoek par exemple a toujours précisé que les qualités révolutionnaires n'étaient propres qu'aux masses prolétariennes de l'industrie moderne<sup>27</sup>. La nature ahistorique de l'anarchisme communiste apparaît encore plus clairement dans la pensée de Gustav Landauer, le traducteur allemand de Kropotkine, qui exerça lui aussi une grande influence sur Rocker<sup>28</sup>. Rocker paraphrasa par exemple les principes volontaristes de Landauer : « Ce n'est pas le temps, ce ne sont pas les rapports économiques, mais ce sont uniquement notre connaissance la plus intime et notre volonté qui peuvent jeter un pont qui nous conduira hors du monde de l'esclavage salarié dans le nouveau pays du socialisme »<sup>29</sup>.

Les passages théoriques sur l'autorité, la centralisation et l'État, dans la déclaration de principes de la FAUD (paragraphe 10 à 17) venaient directement de l'anarchisme de

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>22</sup> Voir à ce sujet Peter Kropotkin, *Die Eroberung des Brots* [La conquête du pain], p. 148 sq. ; et Peter Kropotkin, *Landwirtschaft, Industrie und Handwerk* [Agriculture, industrie et artisanat], Berlin 1921, p.1-31.

<sup>23</sup> Voir à ce sujet le texte de Kropotkin : *La loi et l'autorité*, Paris 1913, qui a été aussi distribué dans sa traduction allemande.

<sup>24</sup> Voir Petre Kropotkin, *Gegenseitige Hilfe in der Tier- und Menschenwelt* [L'entraide dans le monde animal et humain], Berlin 1921 (Kater-Verlag).

<sup>25</sup> Petre Kropotkin, *Ethik, Bd. I, Ursprung und Entwicklung der Sittlichkeit* [L'éthique, vol. I, Origine et évolution de la morale], Berlin 1923 (Kater-Verlag).

<sup>26</sup> Voir à ce sujet Peter Kropotkin, *Die französische Revolution* [La Révolution française], Leipzig 1909.

<sup>27</sup> Voir le paragraphe sur la théorie des masses de Pannekoek et sa conception de l'organisation.

<sup>28</sup> Rocker fit sa connaissance personnelle par Kropotkine lorsque Landauer passa neuf mois à Londres en 1901. Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 131. Voir aussi Rocker sur Landauer, *ibidem*, p. 122-135.

<sup>29</sup> Rudolf Rocker, *Sozialdemokratie und Anarchismus*, p. 4.

Kropotkine. Les passages relatifs à l'organisation de la déclaration de principes, qui furent précisés encore une fois dans les statuts de la FAUD(S)<sup>30</sup>, se rattachaient à la pratique antérieure de la "Fédération Libre", mais ils étaient en même temps influencés plus fortement par l'exemple français du syndicalisme révolutionnaire<sup>31</sup>. En France, la double articulation de l'organisation syndicaliste révolutionnaire en syndicats verticaux et horizontaux était née de la réunion, qui eut lieu en 1902, de la CGT structurée verticalement avec les "Bourses du Travail" régionales. Bien que les difficultés occasionnées par la mise en place de ce schéma prévu dans la déclaration de principes et les statuts furent un objet permanent de discussion dans le "Syndikalist" et malgré une agitation intense, cette structure de la FAUD ne fut que difficilement compréhensible par les ouvriers et elle n'alla pas plus loin que les balbutiements. Tout d'abord, des "unions de tous les métiers" devaient se constituer localement; si plus de 25 personnes de la même branche d'industrie<sup>32</sup> se réunissaient en elles, celles-ci devaient constituer des unions locales pour la branche concernée. Un coup d'œil rapide sur les unions locales de la FAUD qui existaient en novembre 1922 autorise dans une certaine mesure de solides déductions sur la composition sociale des membres de l'organisation<sup>33</sup>. La Commission Commerciale décomptait à cette époque 214 "unions de tous les métiers" dans l'Empire; les mineurs, avec 126 unions locales, formaient le groupe d'industrie de loin le plus fort<sup>34</sup>; suivaient les ouvriers métallurgistes, avec 80, les métiers du bâtiment avec 43, les travailleurs des transports avec 12, les ouvriers du cuir avec 2, les verriers, les céramistes et les travailleurs intellectuels, avec une union locale chacun. Cette séquence peut être considérée comme constante; en particulier la représentation la plus forte des ouvriers de la mine et de la métallurgie est indubitable. Les unions locales avaient un droit d'autodétermination complet et un règlement propre, s'adaptant aux rapports locaux et économiques respectifs, qui ne devait simplement pas contredire les principes de la FAUD. Ces unions devaient se réunir verticalement en fédérations industrielles à l'échelle nationale; sur les douze fédérations d'industrie prévues en bloc, seules cinq virent le jour dans l'histoire de la FAUD : 1. la fédération des mineurs, 2. la fédération des ouvriers du bâtiment, 3. la fédération des ouvriers de l'industrie métallurgique, 4. la fédération des ouvriers du bois, 5. la fédération des métiers de l'habillement et des transports<sup>35</sup>. Dès qu'il y avait plusieurs unions locales dans une localité ou un district réduit, elles devaient former une Bourse du Travail en s'associant horizontalement. À la première Conférence nationale des Bourses du Travail en juin 1922, il y en avait 32, dans lesquelles étaient réunies 204 unions locales de la FAUD, c'est-à-dire environ la moitié des

---

<sup>30</sup> Voir "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 1.

<sup>31</sup> La connaissance du syndicalisme révolutionnaire français était maintenant plus répandue qu'avant la Guerre mondiale. Les brochures suivantes, entre autres, ont été commercialisées par Kater-Verlag : Émile Pouget, *Der Syndikalismus*, Berlin 1919 ; Georges Yvetot, *Das ABC des Syndikalismus*, Vienne 1919. Lors des années suivantes, la FAUD était aussi en contact avec la minorité révolutionnaire du syndicalisme français, la CGTU ; voir Augustin Souchy *Briefe aus Paris* [Lettres de Paris] dans "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 25 sq. La CGTU, qui se divisa encore une fois, n'adhéra pas à l'Internationale syndicaliste fondée sur la base d'une initiative allemande en 1922.

<sup>32</sup> Avec l'adoption du nouveau cours, le principe du syndicat industriel commença à s'imposer au détriment du syndicat par profession qui était jusqu'alors en vigueur dans la "Fédération libre" et auquel Fritz Kater en particulier tenait manifestement. Pendant un certain temps il a été question de manière indécise de "syndicat de profession et d'industrie".

<sup>33</sup> Les chiffres qui suivent sont tirés de : *Der Syndikalist*", 4<sup>e</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 47.

<sup>34</sup> Avec cette réalité que les mineurs et les ouvriers métallurgistes - et donc la partie la mieux payée du prolétariat - représentaient le gros des membres de la FAUD, l'on peut voir un autre indice du fait qu'il ne s'agissait en aucun cas, concernant les membres des organisations radicales de gauche, seulement des « couches particulièrement pauvres, paupérisées et amères » (Arthur Rosenberg). Une étude de terrain sociologique tout à fait convaincante de la composition sociale des organisations radicales de gauche ne sera jamais guère possible en raison des matériaux statistiques peu abondants.

<sup>35</sup> Voir le rapport d'activité de Fritz Kater dans : « Die Internationale, Organ der Internationalen Arbeiter-Assoziation », 2<sup>e</sup> année (1926), n<sup>o</sup> 5.

unions locales existant à cette époque<sup>36</sup>. Étant donné que les Bourses du Travail ne firent leur apparition que là où il existait plusieurs unions locales dans un espace géographique restreint, leur répartition dans l'Empire donne une claire représentation des centres de gravité organisationnels de la FAUD(S) : il y avait 14 Bourses dans la Ruhr, 7 dans la région industrielle de l'Allemagne centrale, et les 11 restantes dans les grandes villes. La fédération nationale des Bourses du Travail, prévue dans la déclaration de principes, ne fut pas constituée lors de cette même conférence. Les institutions supra-régionales les plus importantes de la FAUD étaient le congrès, la Commission Commerciale et l'organe de presse syndical obligatoire "Der Syndikalist". Le congrès, qui devait être convoqué au moins tous les deux ans, était la représentation suprême de la FAUD; les unions locales y envoyaient un délégué qui – sur le modèle français – avait le même droit de vote que les autres, indépendamment du nombre des adhérents de son union. Le congrès décidait sur les propositions présentées et il contrôlait l'activité de la Commission Commerciale dont l'élection lui incombait. La Commission Commerciale avait son siège permanent à Berlin et elle était l'organe exécutif suprême de la FAUD. Son activité se limitait à la diffusion orale et écrite de la doctrine syndicaliste révolutionnaire et à la l'entremise entre les différentes organisations locales dans un but de solidarité dans les cas de grève et de lock-out; elle ne disposait pas de caisses de soutien. Chaque union locale devait recueillir durant toute l'année au moins 1% du salaire de la semaine de chacun de ses membres comme cotisation hebdomadaire – un montant de cotisation qui était inférieur à celui de l'ADGB. En 1919, il était prévu que les différentes fédérations industrielles versent une cotisation trimestrielle de 10 pfennigs par membre, et que les unions qui n'étaient pas encore fédérées payent une cotisation mensuelle de 10 pfennigs par membre, au fond d'agitation de la Commission Commerciale. En principe, toutes les fonctions dans la FAUD étaient occupées par des bénévoles; mais en général environ cinq personnes étaient indemnisées pour leur travail d'agitation<sup>37</sup> et avec une somme qui était fixée par la Bourse du Travail de Berlin. C'est Fritz Kater qui a détenu jusqu'en 1930 la présidence de la Commission Commerciale. Elle passa ensuite à un membre plus jeune, qui avait rejoint le mouvement dans les années vingt, le serrurier qualifié et trentenaire Rheinhold Busch<sup>38</sup>. Comme moyen d'agitation le plus important, la Commission Commerciale publiait l'hebdomadaire "Der Syndikalist" dans lequel étaient imprimées, à côté des discussions théoriques fondamentales, toutes les annonces qui concernaient l'ensemble de l'organisation. Le "Syndikalist" atteignit en 1920, avec environ 120 000 exemplaires, son tirage le plus élevé<sup>39</sup>; il était de 78 000 en 1922<sup>40</sup>, et de 25 000<sup>41</sup> en 1924 d'après les informations fournies par la Commission Commerciale. La rédaction du "Syndikalist" passa des deux membres d'avant-guerre du mouvement, Max Winkler et Fritz Köster, à Augustin Souchy, qui la passa à son tour en 1930 à Helmut Rüdiger. À côté du "Syndikalist", parut du 1<sup>o</sup> juillet 1921 jusqu'en janvier 1924, en tant qu'organe de presse le plus important de la FAUD, "Die Schöpfung, sozialrevolutionäres Organ für das sozialistische Neuland" [La Création, organe social-révolutionnaire pour le nouveau pays socialiste], comme porte-parole de l'opposition de la Ruhr à Düsseldorf. En outre, les fédérations du bois, de la métallurgie et du bâtiment, publièrent leurs propres feuilles et Rocker

---

<sup>36</sup> "Der Syndikalist", 4<sup>o</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 24. Y voir aussi la création des Bourses du Travail. Voir encore : Franz Barwich, *Die Arbeiterbörsen des Syndikalismus* [Les Bourses du Travail du syndicalisme révolutionnaire], Berlin 1923.

<sup>37</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 54 : *Föderalismus in der Praxis* : « En revanche, les frais administratifs ne s'élèvent à presque rien dans nos associations fédératives ! Avec 150 000 à 200 000 membres, ce sont seulement six travailleurs intellectuels qui sont jusqu'à présent rétribués dans toute l'Allemagne avec environ 6 millions de marks ».

<sup>38</sup> Voir Rudolf rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 16.

<sup>39</sup> Rudolf rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 196. Voir également "Der Syndikalist", 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 12.

<sup>40</sup> "Der Syndikalist", 4<sup>o</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 47.

<sup>41</sup> "Die Internationale", (IAA), 2<sup>o</sup> année (1926), n<sup>o</sup> 5.

atteste de l'existence « de toute une quantité de petits organes locaux »<sup>42</sup>, qui ne parurent en général que durant un court laps de temps. À partir de 1924, la Commission Commerciale de Berlin édita en plus l'organe de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire, l'"Association Ouvrière Internationale", qui, à partir de 1934, continua de paraître à Amsterdam. L'activité extrêmement industrielle de la maison d'édition syndicaliste révolutionnaire de Fritz Kater<sup>43</sup> continua elle aussi après le déclin organisationnel de la FAUD; en 1929, il fut fondé une "Guilde des amis des livres libertaires", qui publia tous les deux mois jusqu'en 1933 la revue "Besinnung und Aufbruch" [Conscience et renaissance]. Après la prise du pouvoir nationale-socialiste, les syndicalistes révolutionnaires allemands essayèrent de continuer illégalement leur activité éditoriale<sup>44</sup>.

La FAUD fonda, comme organisations annexes, une organisation de la jeunesse et une ligue féminine. Peu après la Conférence constitutive, se créa le 18 janvier 1920 la "Fédération de la Jeunesse révolutionnaire de langue allemande"<sup>45</sup> qui édita à Berlin sa propre feuille sous le nom de "Die Freie Jugend" [La Jeunesse libre] et à partir de décembre 1920 un supplément au "Syndikalist" sous le titre de "Die Junge Menschheit" [L'Humanité jeune]. Toute une série de futurs chefs de la FAUD sortit de l'organisation de la jeunesse et Rocker fit remarquer avec une fierté particulière le grand nombre d'adhérents chez les jeunes<sup>46</sup>. À peu près en même temps se formait la "Ligue féminine syndicaliste révolutionnaire" en tant qu'association de femmes au foyer, qui n'étaient donc pas occupées dans l'industrie; la Ligue féminine, dont la femme de Rocker, Milly Witkop<sup>47</sup>, exerçait la direction, disposait d'un supplément mensuel au "Syndikalist" et d'une revue qui paraissait à Dresde, "Die schaffende Frau" [La Femme créatrice]. Bien que le schéma d'ensemble de la structure de la FAUD ait été trop compliqué, l'idée fondamentale, extrêmement fédérale, trouva une forte résonance dans les premières années de l'après-guerre, durant lesquelles – ainsi que le constatait incidemment un observateur contemporain à propos des questions d'organisation – le « communisme anarchisant était devenu une mode de salon »<sup>48</sup> dans les organisations ouvrières allemandes.

C'est avec une certaine raison que les syndicalistes révolutionnaires allemands célébrèrent la pratique, utilisée fréquemment dans les premières années de l'après-guerre, de la grève de masse et de la grève générale, comme la victoire de l'action directe qu'ils avaient propagée<sup>49</sup>. Comme tactique du désespoir, l'action directe est certainement aussi vieille que le mouvement ouvrier, et l'agitation de la "Fédération Libre" ne participa que de manière insignifiante à sa

<sup>42</sup> Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 196. C'est ainsi que parut par exemple à Mannheim : "Arbeiter-Börse, Sozialrevolutionäres Organ der Freien Arbeiter-Union Süddeutschlands (Syndikalisten)", 1<sup>o</sup> année (1920).

<sup>43</sup> Voir à ce sujet l'Appendice bibliographique dans lequel les imprimés de la maison d'édition Kater (Kater-Verlag) sont notés entre parenthèses.

<sup>44</sup> Rocker mentionne les journaux qui sont édités sous le faux-titre "Deutschtum im Ausland" et "Blätter zur Pflege deutscher Art, hrsg. vom Verband deutscher Schulen im Ausland" desquels 7 numéros environ sont parus. En janvier 1934, est paru "Soziale Revolution, Organ der deutschen Anarcho-Syndikalisten im Ausland, angeschlossen an die IAA", Paris/Stockholm ; une feuille photocopiée, parue illégalement en Allemagne, est reproduite avec le même titre dans ce journal.

<sup>45</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 5.

<sup>46</sup> Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 405 : « Si, pendant les premières années de la Révolution, la FAUD a pu prendre un tel essor, ceci était à attribuer principalement au fait qu'elle possédait la force d'attirer des jeunes gens... Le mouvement entier en Thuringe se composait presque uniquement de jeunes camarades. Il existait de forts mouvements de la jeunesse à Leipzig, Dresde, Chemnitz, en Rhénanie, Silésie, et presque partout en Allemagne du Centre et du Sud ».

<sup>47</sup> Milly Witkop-Rocker (1886-1955) était une juive ukrainienne qui avait émigré à Londres ; elle fit la connaissance de Rocker pendant son activité à Londres ; voir le mémorial de Rocker : Rudolf Rocker, *Milly Witkop-Rocker*, Berkeley-Heights 1956.

<sup>48</sup> Eugen Prager, *opus cité*, p. 14.

<sup>49</sup> Voir le paragraphe 21 de la Déclaration de principe de la FAUD. Rocker lors du Congrès constitutif : « Les partis politiques qui ne se sont occupés que de parlementarisme ont aujourd'hui recours aux moyen de lutte de l'action directe comme la grève générale, le boycott, le système des conseils, etc., parce que leur propres armes sont usées ». "Der Syndikalist", 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

mise en œuvre en 1918. Elle fut transformée en un système dans la théorie et la pratique du syndicalisme révolutionnaire français<sup>50</sup> et propagée selon ce modèle en Allemagne à partir de 1904 par les anarchistes regroupés autour du "Freie Arbeiter"<sup>51</sup>. La méthodologie de l'action directe englobait le vaste éventail qui allait de la simple grève d'entreprise jusqu'à la grève générale, laquelle devait introduire la révolution sociale, ainsi que toutes les formes du sabotage, de la grève perlée (ralentissement conscient du travail et mauvaise exécution de celui-ci) jusqu'à la destruction violente des moyens de production<sup>52</sup>. La forme la plus courante du refus du travail était aussi dans la "Fédération Libre" (ou la FAUD) la grève. Conformément à la résolution sur la grève adoptée lors du Congrès constitutif, chaque union locale avait l'entière liberté de décider du début et de la fin d'une grève et elle était obligée de se financer par ses propres moyens pendant quatorze jours en cas de grève. Ce n'est qu'à la dernière extrémité que la Commission Commerciale, qui ne disposait elle-même d'aucune caisse de soutien, en appelait à la solidarité des autres organisations dans le "Syndikalist" et qu'elle transmettait l'argent ainsi collecté. Les unions numériquement faibles de la FAUD étaient, dans le cadre de cette réglementation de la grève, et étant donné les syndicats gigantesques de l'ADGB ainsi que les syndicats patronaux strictement organisés, incapables de lancer des actions indépendantes. Elles développaient leur activité dans les grèves de masse spontanées et au sein des luttes salariales décidées par l'ADGB. La société nouvelle, à laquelle aspirait la FAUD grâce aux méthodes de l'action directe, devait s'édifier sur le système des conseils. Bien que Rocker ait considéré jusqu'en 1919 les conseils russes comme une forme d'organisation syndicaliste révolutionnaire caractérisée et quoique la "Fédération Libre" n'ait pas remis en question l'exemple révolutionnaire de la Russie jusqu'à l'imposition du nouveau cours à partir de décembre 1919<sup>53</sup>, la conception syndicaliste révolutionnaire des conseils était pourtant sensiblement différente du système des conseils selon le modèle bolchevick, tel qu'il était défendu par la centrale du KPD et l'aile gauche de l'USPD<sup>54</sup>. S'il y avait indubitablement une affinité entre les deux conceptions des conseils<sup>55</sup>, ce que les syndicalistes révolutionnaires appelèrent système des conseils à partir de décembre 1919 n'était rien d'autre que la nouvelle appellation de la conception de la société sans maîtres, telle qu'elle avait été défendue par l'aile anarchiste de la I<sup>o</sup> Internationale; Rocker, dans ses commentaires à la déclaration de principes lors du Congrès constitutif, attira l'attention sur le fait que le nom même de "conseil ouvrier"

---

<sup>50</sup> L'exposé du syndicaliste révolutionnaire militant français Émile Pouget, *Le sabotage*, Paris 1910, est réputé être un texte classique sur les méthodes de l'action directe.

<sup>51</sup> Voir Arnold Roller, *Die direkte Aktion, Revolutionäre Gewerkschaftstaktik* [L'action directe, une tactique syndicale révolutionnaire], New York 1912. Voir aussi à ce sujet le paragraphe sur la "Vereinigung Unabhängiger Sozialisten" et les groupes anarchistes en Allemagne.

<sup>52</sup> Voir Robert Goetz-Girey, *opus cité*, p. 53 sq. Les pratiques violentes n'ont pas été agréées par les porte-parole allemands du syndicalisme Révolutionnaire.

<sup>53</sup> Voir à ce sujet Eduard Willeke, *Die Ideenwelt des deutschen Syndikalismus* [La pensée du syndicalisme révolutionnaire allemand], dans : *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, vol. 128 (1928), p. 894. Dans la première moitié de l'année 1919, *L'État et la révolution* de Lénine était encore recommandé comme texte d'agitation par "Der Syndikalist"; sa revendication de « la destruction de la machine de l'État » était pour les syndicalistes révolutionnaires de cette époque plus importante que les piques contre l'anarchisme de Kropotkine qui y figuraient; voir V. I. Lénine, *Staat und Revolution*, Belin 1919 (Aktions-Verlag), p. 92 sq.

<sup>54</sup> Voir à ce sujet l'analyse comparative la plus pertinente : Karl Korsch, *Das sozialistische und das syndikalistische Sozialisierungsprogramm* [Les programmes de socialisation socialiste et syndicaliste révolutionnaire], in : "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), p. 402 sq.; Karl Diehl (*Die Diktatur des Proletariats und das Räte-system* [La dictature du prolétariat et le système des conseils], Iéna 1924, p. 71 sq.) et Willeke (*opus cité*) insistent trop sur le rapport entre les deux conceptions; Diehl pense que les idées syndicalistes révolutionnaires ont eu aussi la plus grande influence sur l'élaboration de la doctrine bolchevique; il s'est trop laissé séduire par des analogies externes. Willeke place quant à lui le rapport dans la formule bien plus exacte : « L'on pourrait définir l'idée des conseils, du moins dans sa forme originelle, comme la forme d'expression spontanée et le syndicalisme, dans la mesure où il s'agit de la tendance révolutionnaire, comme la forme d'expression subtilement ingénieuse, de la même attitude fondamentale ».

<sup>55</sup> Voir ici et pour la suite aussi : Peter von Oertzen, *Betriebsräte* [Les conseils d'entreprise], p. 210 sq.

était déjà apparu en Suisse française et en Espagne au sein de la I<sup>o</sup> Internationale. Les syndicalistes révolutionnaires allemands se considéraient comme les adeptes du « pur système des conseils »<sup>56</sup> qui, conformément à la déclaration de principes (paragraphe 6 et suivants), devait être construit sur les bases organisationnelles syndicalistes révolutionnaires existantes. Le premier pas de la réorganisation sociale consistait en la conquête des ateliers, des entreprises et du sol, qui devaient être placés immédiatement sous l'administration des producteurs eux-mêmes. C'est dans la structure par degrés, du bas vers le haut, en passant par les cercles et les districts jusqu'aux douze fédérations d'industrie en tout sur le plan national, qui ne devaient avoir cependant que des fonctions de coordination, que l'organisation de la production se mettait ensuite en place. Pour construire une économie qui satisfasse les besoins de manière rigoureuse, on avait besoin en outre d'une "organisation de la consommation". Cette mission revenait aux Bourses du Travail qui devaient se charger en plus de toutes les fonctions de l'administration communale bourgeoise. Après la victoire de la révolution sociale, les Bourses du Travail agiraient comme des bureaux statistiques qui devraient établir la liste des articles courants qui étaient disponibles et celle de ceux qui manquaient. Les résultats devaient être transmis à la représentation suprême, la fédération des Bourses du Travail, et celle-ci ferait part aux fédérations d'industrie de quels biens on avait besoin; à partir de là, ces dernières lanceraient la production de ces biens. Toutes les affaires, par exemple de type culturel, qui n'avaient pas directement de relation avec ce mécanisme de production et de distribution, devaient être remises aux groupes locaux. Éventuellement, quelques hauts conseillers, qui se recruteraient dans les fédérations d'industrie et dans la fédération des Bourses du Travail, et qui auraient des fonctions purement représentatives, seraient prévus pour la représentation vis-à-vis de l'étranger. Cette conception des conseils, sur l'applicabilité de laquelle les théoriciens de la FAUD se refusaient à parler dans le détail<sup>57</sup>, se différenciait nettement de celle des bolchevicks. Ce qu'elles avaient en commun, c'était la revendication sociale-révolutionnaire, le refus du parlementarisme et de tout travail dans les organismes légaux existants; dans les objectifs constructifs et directement décisifs du point de vue tactique, elles étaient carrément contraires<sup>58</sup> : les syndicalistes révolutionnaires voulaient l'instauration immédiate d'une société composée de coopératives de production autonomes, l'absorption de toutes les fonctions politiques par les organisations économiques et ainsi en fin de compte l'abolition de l'État; le système des conseils d'orientation bolchevique, qui était défendu par la centrale du KPD et par l'USPD de gauche au tournant des années 1919/20, prévoyait au contraire pour cela une instance centrale forte et propageait la lutte de classe politique avec la dictature du prolétariat comme prochain objectif.

Le programme adopté au congrès constitutif de la FAUD resta valable sans modifications importantes jusqu'en 1933. C'est avec une certaine raison que l'on a qualifié le Congrès constitutif de décembre 1919 de point culminant du syndicalisme révolutionnaire allemand<sup>59</sup>. En décembre 1919, la plus grande partie des syndicats sociaux-révolutionnaires se trouvait encore sous l'égide d'un programme commun; en février 1920 déjà, les unionistes tenaient leur premier congrès national indépendant – au détriment de l'effectif d'adhérents de la FAUD(S); peu après le Congrès constitutif, la discussion s'engageait déjà aussi dans la FAUD(S) au sujet de son programme et l'organisation commença à se désagréger en différentes tendances.

---

<sup>56</sup> “Der Syndikalist”, 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 30 etc. Voir pour la suite également : Franz Barwich, *Das kommunistiche Aufbau des Syndikalismus im Gegenstaz zum Partiekommunismus und Staatskommunismus, der Rätegedanke von unten auf!* [La structure du communisme syndicaliste révolutionnaire par opposition avec le communisme de parti et le communisme d'État, l'idée des conseils du bas vers le haut !], Belin 1923.

<sup>57</sup> Voir Willeke, *loc. cit.*, p. 880.

<sup>58</sup> Voir dans le même sens : Petre von Oertzen, *Betriebsräte*, p. 211.

<sup>59</sup> Eduard Willeke, *loc. cit.*, p. 872 sq.

## 2. L'attitude politique de la Commission Commerciale berlinoise de la FAUD(S)

Un observateur russe du mouvement syndicaliste révolutionnaire international d'après la guerre mondiale remarquait incidemment qu'il y avait trois tendances dans le syndicalisme révolutionnaire de l'époque : l'aile réformiste, l'aile révolutionnaire et le "Syndikalist"<sup>1</sup>; le "Syndikalist" était l'organe de la Commission Commerciale de la FAUD(S), laquelle fut au cours des années suivantes le représentant le plus conséquent du programme présenté par Rudolf Rocker au Congrès constitutif de la FAUD(S) en décembre 1919 et adopté par ce Congrès. Alors que les porte-parole les plus importants de la Commission Commerciale (Rudolf Rocker, Augustin Souchy, Fritz Oerter) avaient apporté avec eux leurs principes anarchistes dans le mouvement des syndicalistes révolutionnaires allemands, Fritz Kater et les membres plus anciens de la "Fédération Libre" – dans la mesure où ils étaient d'accord avec le cours nouveau et ne s'étaient pas séparés du mouvement comme Karl Roche par exemple<sup>2</sup> – durent d'abord assimiler ces nouvelles bases. Kater ne devint plus familier avec les idées de l'anarchisme communiste que durant une période de détention préventive passée en commun avec Rocker en février et en mars 1920<sup>3</sup>. Rocker relate que, grâce aux contacts quotidiens qu'ils eurent entre eux en prison, « il s'accomplit chez lui une nouvelle phase de son évolution intellectuelle qui avait débuté depuis longtemps mais qui n'avait pas encore trouvé de conclusion »<sup>4</sup>. Le changement de nom de l'organisation, décidé lors du XIII<sup>e</sup> Congrès de la FAUD en octobre 1921, indiqua que la Commission Commerciale avait fini par admettre l'anarchisme; le nom de la FAUD fut complété par la parenthèse "anarcho-syndicalistes", avec la justification que l'on voulait montrer que « le syndicalisme révolutionnaire allemand était la forme d'organisation pratique de l'anarchisme communiste »<sup>5</sup>. Que cela ait été le cas fut mis cependant en doute en particulier par le groupe qui continuait la tradition anarchiste d'avant-guerre depuis avril 1919 avec la reprise de l'édition du "Freie Arbeiter". Rocker avait initialement promis – avant qu'il ne se soit imposé dans la "Fédération Libre" avec son programme – de collaborer avec ce groupe<sup>6</sup> qui se constitua comme "Fédération des anarchistes communistes". Souchy et Oerter écrivirent eux aussi dans le "Freie Arbeiter" qui paraissait à Berlin en 1920 avec un tirage d'environ 7 000 exemplaires<sup>7</sup>. Le programme de cette

---

<sup>1</sup> Zinoviev, cité chez Eduard Willeke, *loc. cit.*, p. 877.

<sup>2</sup> La critique que Roche adresse à la Commission Commerciale est sans aucun doute et dans une large mesure typique des forces qui ne participent pas au nouveau cours ; voir Roche dans "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 21 : « Si nous voulons aller au socialisme, cela ne peut se produire que par la direction la plus impitoyable de la lutte de classe, et nous devons agir de la même façon que l'on nous traite. Celui qui s'imagine autrement la mise en œuvre de la révolution menant au socialisme est un enfant politique ou il est personnellement lâche ». Roche préconisait la dictature du prolétariat et il rejetait les mots d'ordre non-violents de la Commission Commerciale berlinoise.

<sup>3</sup> Rocker décrit Kater à la fin de 1919 comme un « révolutionnaire social de la vieille école qui a certes conduit le syndicalisme révolutionnaire sur de nouvelles voies, mais qui, à mains égards, était encore assez fortement influencé par les premières idées socialistes qu'il avait reçues dans sa jeunesse ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 139.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 140.

<sup>5</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

<sup>6</sup> Parurent en 1919 à la maison d'édition du "Freie Arbeiter" les tracts de Rocker : *Sozialdemokratie und Anarchismus* et *Zur Geschichte der parlamentarischen Tätigkeit in der modernen Arbeiterbewegung* [Histoire de l'activité parlementaire dans le mouvement ouvrier moderne], tous deux qui figuraient originellement dans la "Freiheit" de Most en 1898.

<sup>7</sup> Voir Karl Diehl, *Sozialismus, Kommunismus, Anarchismus*, Iéna 1922, p. 109.

Fédération<sup>8</sup> provient vraisemblablement de Rocker; mais il se brouilla au cours de l'année 1919 avec l'éditeur du "Freie Arbeiter", Rudolf Oestreich, probablement à cause de l'autoritarisme de ce dernier et à cause du caractère antisémite de sa feuille<sup>9</sup>. En raison d'autres querelles personnelles, on en arriva à la scission à l'intérieur du groupe gravitant autour du "Freie Arbeiter"; les adversaires d'Oestreich formèrent finalement avec Erich Mühsam une "Union anarchiste". Erich Mühsam continua, après son amnistie (1924), la tradition de l'anarchisme landauerien avec l'édition de la revue "Fanal", qui parut à partir d'octobre 1926 en tant qu'entreprise d'un seul homme, et dont Rudolf Rocker prenait à l'occasion temporairement la rédaction en charge; Rocker décrit Mühsam comme l'un de ses « amis les plus intimes de cette époque-là »<sup>10</sup>. Et cela montre encore à nouveau que c'était en particulier l'anarchisme de Landauer qui était poursuivi, avec l'anarchisme communiste de Kropotkine, par la Commission Commerciale de Berlin<sup>11</sup>. Dans la mesure où les discussions très violentes du XIII<sup>e</sup> Congrès de la FAUD avaient des causes idéologiques, elles furent menées – attisées par le groupe d'Oestreich – par l'opposition au nom de l'anarchisme contre le syndicalisme révolutionnaire. Cette polémique idéologique n'eut pas cependant l'effet désiré et Souchy avait sans doute raison quand il constatait, eu égard à cette querelle, que, à l'intérieur du syndicalisme révolutionnaire allemand, « le mouvement était allé si loin au-devant des principes libertaires que, en effet, les anarchistes peuvent avoir toutes les raisons d'être satisfaits »<sup>12</sup>. L'intransigeance avec laquelle la Commission Commerciale défendit les principes de l'anarchisme communiste fut d'une grande importance pour l'évolution ultérieure de l'organisation.

La tendance à la secte politique, qui cherche uniquement à instruire et à informer, fut inhérente à l'attitude de la Commission Commerciale après le XII<sup>e</sup> Congrès; dans la mesure où elle fut représentée par cette orientation, l'ex-"Fédération Libre" se transforma d'une organisation de défense des intérêts prolétariens en une organisation pour la propagande et l'agitation communistes-anarchistes, qui, en tant que telle, accomplirait pourtant quelque chose de surprenant<sup>13</sup>. L'attitude de la Commission Commerciale était le résultat direct du nouveau programme qui partait de la conviction que « le socialisme était en fin de compte une question de culture » (déclaration de principes, paragraphe 16)<sup>14</sup>. Se rattachant directement à Landauer, les cercles qui gravitaient autour de la Commission Commerciale voulaient tout d'abord « la révolutionnarisation des têtes »; on se considérait comme un mouvement culturel et l'on était essentiellement intéressé en tant que tel, eu égard à la transformation sociale pour laquelle on se battait, à rééduquer les individus et non pas à attirer les masses. Rocker avait demandé, lors du Congrès constitutif, « que l'on ne devait pas tant s'occuper d'organiser les grandes masses, mais que le souci principal devait viser à éclairer les membres »<sup>15</sup>. C'est en raison du besoin de

<sup>8</sup> Voir "Der Freie Arbeiter", 12<sup>e</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 13.

<sup>9</sup> Oestreich engagea même plus tard un procès contre Rocker à cause des Drouets de propriété d'une bibliothèque des émigrants anarchistes allemands à Londres.

<sup>10</sup> Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 374 sq.

<sup>11</sup> Rocker remarque : « Erich Mühsam ne faisait pas partie de la FAUD, mais il était très bonne intelligence avec les camarades du mouvement anarcho-syndicaliste et il parlait souvent dans leurs réunions à Berlin et dans le pays ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 385.

<sup>12</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 42.

<sup>13</sup> Rétrospectivement, Rocker vit dans cette activité en 1947 le véritable mérite de la FAUD : « En effet, même si la FAUD ne put entreprendre dans sa meilleure période de grandes actions autonomes, elle a cependant beaucoup contribué à préserver et à accroître l'héritage spirituel du socialisme libertaire, ce qui devait justement être désigné comme son plus grand mérite dans un pays aussi autoritaire que l'Allemagne ». Rudolf Rocker, *Zur Betrachtung der Lage Deutschlands. Die Möglichkeiten einer freiheitlichen Bewegung* [Considérations sur la situation en Allemagne. Les possibilités d'un mouvement libertaire], New York, Londres, Stockholm 1947, p. 10.

<sup>14</sup> Voir à ce sujet par exemple Karl Roche, *Der proletarische Ideenmensch* [L'homme des idées prolétariens], Berlin sans date (1919) (Kater-Verlag).

<sup>15</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

distinguer aussi nettement que possible sa propre doctrine de celle de la culture politique théorique voisine que s'explique l'attitude intransigeante de la Commission Commerciale de Berlin vis-à-vis du KPD d'une part, et des organisations communistes de gauche (AAUD et KAPD) de l'autre.

La résolution la plus lourde de conséquences du Congrès constitutif de la FAUD(S) fut la définition de la position négative par rapport aux partis politiques et à la dictature du prolétariat selon le modèle bolchevik. La Commission Commerciale ne s'écarta pas pour autant de l'attitude de refus sur ces deux points lorsqu'elle fut la seule des organisations, appelées par le VKPD à former un front uni prolétarien, à répondre à cette invitation<sup>16</sup>. Elle répondit à l'appel paru le 7 janvier 1921 dans la "Rote Fahne" en renvoyant à sa déclaration de principes laquelle autorisait toutes les entreprises en vue d'abolir les monopoles économiques et le despotisme<sup>17</sup>. La Commission Commerciale se déclarait prête à recommander aux membres de la FAUD de soutenir les actions – en majorité des mesures sociales et politiques – projetées par le VKPD. La discussion portait sur le fait que toutes les organisations qui participaient aux actions devraient coopérer en ayant les mêmes droits, étant donné que les syndicalistes révolutionnaires « rejettent par principe évidemment, après comme avant, toute soumission à n'importe quel parti politique et à toute dictature »<sup>18</sup>. Puisque la Commission Commerciale n'avait rien dit en cela de nouveau et qu'elle n'avait pas fait de concessions, la centrale du VKPD ne publia même pas la lettre de réponse de la FAUD. La communauté d'action entre les syndicalistes révolutionnaires et le KPD dans la première phase de la révolution jusqu'au milieu de 1919 était irrémédiablement passée. Après les grandes luttes armées qui eurent lieu à la suite du putsch de Kapp et après l'Action de Mars du VKPD, la Commission Commerciale rendit à chaque fois l'appartenance de ses membres au KPD ou à l'USPD responsable de leur participation aux insurrections sans succès. Immédiatement après l'écrasement des luttes dans la région de la Ruhr à la fin mars 1920, le "Syndikalist" exigea d'abord sans détours : celui qui ne tourne pas le dos aux partis politiques doit se séparer de notre mouvement. Cette exigence s'imposa au XIII<sup>e</sup> Congrès de la FAUD (du 9 au 14 octobre 1921). Souchy justifia la revendication d'exclusivité de la FAUD par le fait qu'il était apparu au cours de la révolution en Russie et en Allemagne que « les partis politiques, y compris le parti soi-disant communiste, avaient été plus des freins que des promoteurs de la révolution sociale »<sup>19</sup>. La résolution, adoptée lors du Congrès, sur la position par rapport aux partis déclarait :

« Le fédéralisme exige l'autonomie administrative et la liberté de décision dans tous les domaines de la vie économique et intellectuelle et il refuse toute influence à l'intérieur de son organisation de la part de tous les partis et de toutes les organisations équivalentes. En conséquence de quoi, les membres de l'organisation syndicaliste révolutionnaire ne peuvent pas appartenir à un parti politique. »<sup>20</sup>

Cette formule, qui dépasse de loin en radicalité la définition du rapport aux partis dans le syndicalisme révolutionnaire français, fut tout d'abord une revendication assez abstraite, à laquelle – en particulier dans la Ruhr – ne correspondait dans la pratique qu'une faible partie des personnes organisées de manière syndicaliste révolutionnaire. Que la Commission Commerciale ait pu l'imposer, cela tint en premier lieu dans le fait que la grande masse des

---

<sup>16</sup> Les organisations suivantes étaient concernées : ADGB, AFA, AAU, FAU(S), SPD, USPD, KAPD. Voir aussi Werner T. Angress, *opus cité*, p. 92.

<sup>17</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n° 3.

<sup>18</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n° 3.

<sup>19</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n° 16. Voir aussi "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n° 19 : *Partei oder Gewerkschaften* [Parti ou syndicats].

<sup>20</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n° 42.

adhérents de la FAUD qui suivaient l'orientation du parti communiste, ceux de la tendance de Gelsenkirchen, s'était autonomisée organisationnellement<sup>21</sup>.

La Commission Commerciale tenta de se démarquer très nettement du KAP et de l'AAU de la même manière qu'elle tentait de le faire du KPD; elle qualifia de mensonge conscient et volontaire de la presse bourgeoise « le fait que celle-ci caractérise le KAP et l'AAU comme syndicalistes révolutionnaires. Nous n'avons aucun lien avec ces deux organisations »<sup>22</sup>. Des formulations comme les suivantes devinrent entre 1920 et 1923 des stéréotypes dans l'argumentation de la Commission Commerciale et elles sont caractéristiques de son dogmatisme anarchiste<sup>23</sup> :

« Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous ne devons pas nous laisser déconcerter, dans notre jugement sur le KAP, par le caractère anarchiste, c'est-à-dire réellement fédératif – nous pensons ici principalement à la pleine autonomie de ses groupes locaux et à la rupture résolue d'avec le système des bonzes –, de ce parti. En revanche, le KAP est spirituellement et politiquement engagé dans le marxisme le plus extrême. Notre position par rapport au KAP ne peut être qu'une position par rapport au marxisme. »<sup>24</sup>

Quand, en avril 1921, un accord fut conclu avec l'AAU et que des lignes directrices communes furent élaborées par les unions berlinoises des deux organisations<sup>25</sup>, la Commission Commerciale fit partie de ces forces qui firent échouer ce rapprochement.

La Commission Commerciale adopta par rapport aux conseils d'entreprise légaux la même position sans compromis que celle qu'elle prit par rapport aux partis politiques. Déjà en août 1919, Karl Roche avait déclaré au nom de la "Fédération Libre" que les ouvriers syndicalistes révolutionnaires ne pouvaient pas faire partie des conseils d'entreprise légaux car ils menaient la lutte de classe avec les méthodes de l'action directe. « Les moyens de lutte syndicalistes révolutionnaires sont incompatibles avec les tâches d'un conseil d'entreprise »<sup>26</sup>. Lors du Congrès constitutif de la FAUD(S), il y eut un compromis puisque, dans une résolution relative à la question des conseils d'entreprise, on les refusa certes sur le plan des principes, mais que, en même temps, on concéda que des relations locales, des raisons organisationnelles et pratiques, avec le personnel des conseils, pouvaient conduire à une participation des membres de la FAUD aux élections aux conseils d'entreprise<sup>27</sup>. Immédiatement après le Congrès, une campagne violente et persistante pour le boycott des élections aux conseils d'entreprise se déclencha dans le "Syndikalist"<sup>28</sup>, et cette attitude de la Commission Commerciale resta inchangée au cours des années suivantes. Les organisations de la FAUD de la région de la Ruhr, qui ne se soumirent jamais dans leur majorité à l'influence de la Commission Commerciale de Berlin, adoptèrent une position particulière dans cette question

---

<sup>21</sup> Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la FAU tendance Gelsenkirchen et l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels.

<sup>22</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 21 ; voir aussi les n<sup>o</sup> 27, 40, etc.

<sup>23</sup> Voir à ce sujet Curt Geyer, *Der Radikalismus in der deutschen Arbeiterbewegung. Ein soziologischer Versuch* [Le radicalisme dans le mouvement ouvrier. Un essai sociologique], Léna 1923, p. 51 : « L'exclusivité, la netteté absolue des délimitations, ne viennent pas tellement de dogmes totalement opposés, de théories dont les raisonnements sont complètement étrangers à sa propre position, mais de façons de voir et de théories dont les traits de caractère, sans être dogmatiquement figés, se rapprochent des traits de caractère propres et ont avec eux des points communs variés ».

<sup>24</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 40.

<sup>25</sup> Voir à ce sujet le paragraphe suivant sur l'Opposition des adhérents de Düsseldorf de la FAUD(S).

<sup>26</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 36.

<sup>27</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 1.

<sup>28</sup> Voir "Der Syndikalist", 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 3, 5, 6 supplément, 9, 25 etc.

comme dans beaucoup d'autres. Elles participèrent partiellement aux élections des conseils et avec des succès non négligeables<sup>29</sup>.

Les mots d'ordre de non-violence qu'elle mettait en circulation furent une autre particularité de la position politique de la Commission Commerciale de Berlin. Déjà avant la guerre mondiale, l'agitation anti-militariste avait joué un grand rôle dans l'activité de la "Fédération Libre". Rocker était déjà connu au milieu de 1919 du fait de son agitation pacifiste en Allemagne et sa revendication de la réadaptation des entreprises d'armement à la production d'outils agricoles était devenu depuis lors un point du programme de la Commission Commerciale. Au Congrès constitutif de décembre 1919, Rocker avait déclaré que les syndicalistes révolutionnaires étaient fondamentalement des adversaires de toute violence mais que la révolution sociale pouvait « ne pas être accomplie avec des gants glacés »<sup>30</sup>. Fritz Oerter devint le porte-parole le plus radical de la non-violence au cours de l'année 1920; il proscrivait la violence comme une forme de domination et il réclamait, en se référant à Kropotkine, le remplacement de la violence dans la lutte d'émancipation prolétarienne par la solidarité<sup>31</sup>. À la fin de 1920, le « Syndikalist » constatait l'existence de deux courants dans le mouvement pour ce qui concerne cette question : « l'un, qui voulait la non-violence absolue et qui s'incarnait par exemple dans Fraenkel<sup>32</sup> et Oerter », et un autre, qui était « favorable à la violence sous condition »<sup>33</sup>. Son attitude quêtiste par rapport aux grandes actions armées du prolétariat qu'elle refusa en tant que "putschs" était le résultat de ce principe de non-violence défendu par la Commission Commerciale de Berlin. En mars-avril 1920 et en mars 1921, elle contesta à chaque fois violemment dans un premier temps la participation des membres de la FAUD aux luttes, mais elle dut ensuite entériner cette participation *post festum*<sup>34</sup>. Les rares actions dont la Commission Commerciale prit l'initiative ou que du moins elle approuva, restèrent d'une importance secondaire. En été 1920, par exemple, la FAUD mena avec succès avec l'AAU et le KAP, contre les directives du KPD, des actes communs de sabotage afin d'empêcher les transports d'armes destinées à soutenir la Pologne dans la guerre russo-polonaise<sup>35</sup>. Quand, au point culminant du développement de l'inflation dans la seconde moitié de 1923, la Commission Commerciale sortit de sa réserve, et que – dans cette situation de fait extrêmement favorable aux méthodes de lutte économique de la FAUD<sup>36</sup> – elle appela à partir de septembre 1923 dans le "Syndikalist" à la grève générale, le nombre de toute façon relativement faible de membres de l'organisation s'était à ce point rétréci que ses appels ne furent qu'un geste d'impuissance.

Avec ces appels, l'autocritique s'exprima dans les rangs de la Commission Commerciale; on ne se faisait aucune illusion sur le fait que la FAUD en tant mouvement culturel avait échoué ou bien qu'elle n'avait obtenu aucun succès. Rudolf Rocker écrivit à la fin de 1921, après l'effet déprimant que fit le XIII<sup>e</sup> Congrès sur Max Nettlau, qu'il avait souvent l'impression qu'une bonne partie des anarchistes allemands n'était rien d'autre que « des

---

<sup>29</sup> Voir von Saurma-Jeltsch, *opus cité*, p. 53, pour les résultats des élections d'entreprise de fin avril 1920 pour la Ruhr : "Syndicats Libres" : 402 mandats ; syndicalistes révolutionnaires : 340 mandats ; syndicats chrétiens : 134 mandats ; syndicats polonais : 51 mandats.

<sup>30</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

<sup>31</sup> Voir "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 30 : *Gewalt und Gewaltlosigkeit* [Violence et non-violence] ; voir aussi Fritz Oerter, *Gewalt oder Gewaltlosigkeit* [Violence ou non-violence], Dresde 1921.

<sup>32</sup> Victor Fraenkel (1869-1951), docteur en droit, avocat au pénal des radicaux de gauche ; il défendit entre autres Max Hoelz et Karl Plättner dans leurs procès politiques ; il était le président de la "Fédération Libre des Travailleurs Intellectuels" à Berlin, et ensuite membre dirigeant de la FAUD ; en 1933, il arriva jusqu'au ministère de Göring pour réclamer justice pour Erich Mühsam qui avait été incarcéré ; en 1934, émigration et en 1951 décès en exil à Locarno. Voir sa nécrologie dans : "Die Freie Gesellschaft", 3<sup>e</sup> année (1952), n<sup>o</sup> 29.

<sup>33</sup> "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 44.

<sup>34</sup> Voir le chapitre sur les organisations radicales de gauche dans l'action.

<sup>35</sup> Voir "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 30. Voir aussi Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 123.

<sup>36</sup> Voir pour ce qui concerne la situation économique : Arthur Rosenberg, *Geschichte*, p. 152 sq.

sociaux-démocrates corrompus par l'influence anarchiste »<sup>37</sup>; ce qui expliquait que tant d'entre eux soient passés au parti communiste « qui était pourtant, depuis le début, autoritaire jusqu'aux os »<sup>38</sup>. Dans une des autocritiques de la fin de l'année 1923, on avouait que, sur le nombre de membres déjà en soi insignifiant, seule une toute petite partie travaillait dans le sens fédéraliste et prenait part à toutes les tâches du mouvement; vraisemblablement cela ne représentait que de 2 000 à 3 000 adhérents; « les autres n'agissent pas autrement que les syndicats centralisés, ils se reposent eux aussi sur les dirigeants élus, payent leur cotisation et fréquentent une réunion de temps en temps »<sup>39</sup>. Le jugement de Rocker était tout à fait exact; provenant de la social-démocratie, la "Fédération Libre" avait perdu avant la guerre mondiale sa véritable raison d'être avec son exclusion du SPD (1908) et elle ne s'adapta que superficiellement à la doctrine du syndicalisme révolutionnaire; c'est pourquoi, après la Révolution de Novembre, il fallait s'attendre à ce qu'elle s'appuie sur les partis radicaux de gauche; après que l'organisation, sous l'influence de la tradition anarchiste, en fut arrivée finalement à se doter d'un programme réellement nouveau et qu'elle se fut dégagée, du fait de ce programme, du KPD, elle se réduisit alors en une secte politique – cependant extraordinairement active –. Quand on discuta, lors du XV<sup>e</sup> Congrès de la FAUD en avril 1925 à Dresde, de la question de savoir si l'on devait continuer à exister en tant qu'organisation de combat ou en tant que secte<sup>40</sup>, l'organisation était déjà redevenue réellement une secte et elle exista de la sorte jusqu'en 1933.

La déclaration de principes et la Commission Commerciale qui la défendait avec une rigueur radicale avaient beaucoup moins d'influence dans la région de la Ruhr qu'à Berlin. C'est là-bas que naquirent au cours de l'année 1920 deux forts mouvements d'opposition à l'attitude de la Commission Commerciale de Berlin; une opposition à l'intérieur de l'organisation contre les "gardiens de principes berlinois"<sup>41</sup>, qui recevait l'aide idéologique des cercles anarchistes gravitant autour du "Freie Arbeiter"; et un mouvement oppositionnel qui – sans avoir jamais été intégré tout à fait dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire – n'était pas prêt à rompre le contact avec le KPD, et qui, vers la fin de l'année, se rassembla dans l'"Union Ouvrière Libre, tendance de Gelsenkirchen" et alla son propre chemin.

### **3. L'opposition de Düsseldorf autour de "Die Schöpfung"**

Un fort courant dans la FAUD de la Ruhr n'était pas prêt à suivre le chemin que les Berlinoises indiquaient. Son opposition résultait de causes de type tactique, idéologique et personnel, et elle n'était pas homogène. Elle se regroupait autour de "Die Schöpfung"<sup>1</sup>, organe de presse prévu à l'origine pour être un quotidien syndicaliste révolutionnaire, puis paraissant de manière irrégulière, qui fut publié à Düsseldorf de juillet 1921 à janvier 1924<sup>2</sup>. L'éditeur en fut le carreleur qualifié et ex-rédacteur du "Pionier", Fritz Köster. En simplifiant un peu, on

<sup>37</sup> Lettre de Rudolf Rocker à Max Nettlau du 30/11/1921, dans : *Korrespondanz Rudolf Rocker - Dr. Max Nettlau*, Archives de l'anarchisme de l'IISG (Amsterdam).

<sup>38</sup> *Ibidem*.

<sup>39</sup> "Der Syndikalist", 5<sup>e</sup> année (1923), n<sup>o</sup> 31 : *Was der nahende Zusammenbruch bringen kann und was er bringen könnte* [Ce que la faillite qui approche peut apporter et ce qu'elle pourrait apporter].

<sup>40</sup> "Der Syndikalist", 7<sup>e</sup> année (1925), n<sup>o</sup> 16.

<sup>41</sup> "Die Schöpfung", 1<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 54.

<sup>1</sup> Durant le putsch de Kapp en Mars/avril 1920, les syndicalistes révolutionnaires de la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie avaient déjà tenté de créer leur propre organe. Ce journal parut momentanément sous le nom de "Die Schöpfung" à Elberfeld. Voir "Die Schöpfung", 1<sup>e</sup> année (1921) n<sup>o</sup> 6.

<sup>2</sup> Communication de la Bibliothèque de Düsseldorf du 20/10/1963.

pourrait dire que ce qui s'exprimait avant tout dans ces cercles, c'était la mauvaise humeur des activistes à l'égard de l'attitude dogmatique et de l'inflexibilité tactique de la Commission Commerciale. Au début, on a là la même motivation que celle des couches activistes des adeptes de l'anarchisme allemand de 1897, lesquels réclamaient alors une politique plus appropriée à leurs nécessités quotidiennes que celle que Landauer développait<sup>3</sup>. Un critique, qui observait de manière précise l'évolution de la FAUD, demanda à la Commission Commerciale en 1922 dans la "Schöpfung" si l'on pouvait s'en sortir sans concessions et sans compromis. « Les conditions économiques et politiques brutales font résonner de manière continuelle nos principes à nos oreilles. Il faut choisir »<sup>4</sup>. Lui, il voyait le choix entre le chemin qui conduisait irrévocablement à la secte orthodoxe, et la voie qui continuait la tradition syndicale sociale-révolutionnaire. Il reprochait à la Commission Commerciale, dans une situation où tout dépendait de la "communauté d'intérêts" du prolétariat, de pratiquer exclusivement la surveillance de la "communauté d'idées". C'est dans ce sens que l'anarchiste autrichien Rudolf Grossmann<sup>5</sup> écrivit, sous le pseudonyme de Pierre Ramus, dans la "Schöpfung"; Grossmann voulait que la FAUD se considère comme "un mouvement d'action révolutionnaire" à l'inverse de la Commission Commerciale qui ne voulait agir au préalable que par l'agitation et l'organisation<sup>6</sup>. Theodor Plievier<sup>7</sup>, panégyriste de l'anarchisme<sup>8</sup> et membre dirigeant de la FAUD à cette époque-là, écrivit lui aussi dans ce sens. La "Schöpfung" insistait infatigablement sur les actions présentes. Au début de septembre 1921, la FAUD de Rhénanie-Westphalie se mit en évidence avec un programme d'action qui prévoyait, entre autres, un ultimatum, soumis à un délai, adressé au gouvernement national et aux syndicats ouvriers, délai après lequel la grève générale de l'ensemble du prolétariat serait engagée<sup>9</sup>. De manière caractéristique, le "Syndikalist" ne fit aucun compte rendu de ce programme d'action. La passion débridée d'expérimentation, qui s'était déployée dans les cercles de l'opposition de Düsseldorf, correspondait à son attitude activiste fondamentale. Quand, après l'Action de Mars de 1921, il n'y eut plus de grandes actions pour un long laps de temps, l'on tourna les énergies vers la réalisation des théories de l'installation qui avaient été développées par Gustav Landauer et qui faisaient partie du programme et de l'agitation de la "Fédération des anarchistes communistes"<sup>10</sup>. De telles cellules d'installation s'établirent dans la région de

---

<sup>3</sup> Voir plus haut le paragraphe sur la "Fédération des Socialistes Indépendants" et les groupes anarchistes en Allemagne.

<sup>4</sup> "Die Schöpfung", 1<sup>o</sup> année (1921/22) n<sup>o</sup> 135.

<sup>5</sup> Grossmann avait émigré aux USA quand il était jeune ; il y fut condamné à 5 ans de prison en raison de sa participation de premier plan à une grève de tisserands ; il s'enfuit des USA et il vécut un certain temps après le tournant du siècle à Londres ; il se disputa avec les anarchistes de là-bas (entre autres Rocker) et il s'installa à Vienne : d'après : Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 456 ; il édita à partir de novembre 1918 près de Vienne un revue : "Erkenntnis und Befreiung. Organ des herrschaftslosen Sozialismus" [Connaissance et libération. Organe du socialisme sans domination] ; il fut en contact permanent avec le mouvez anarchiste allemand.

<sup>6</sup> "Die Schöpfung", 1<sup>o</sup> année (1921/22) n<sup>o</sup> 46.

<sup>7</sup> Theodor Pliever (1892-1955), enfant de prolétaire issu de Berlin-Wedding, il quitta Berlin à 17 ans ; voyage à travers l'Autriche, la Hongrie, la Hollande, la Russie et l'Amérique du Sud ; tout à tour mineur, interprète, matelot de bateau à voiles, gardien de troupeaux, etc. ; au cours de la Première Guerre mondiale, dans la marine impériale, il prit une part active à la révolution à Wilhelmshaven ; journaliste pour le conseil des travailleurs et des soldats à Kiel, puis tribun populaire radical de gauche, essayiste ; 1929, un roman sur la Révolution : *Des Kaisers Kulis* ; 1933, émigration en URSS ; après la Seconde Guerre mondiale, un roman sous forme de trilogie : *Stalingrad/Moskau/Berlin* ; Voir le cahier Pliever de l'organe de la FAUD "Besinnung und Aufbruch", novembre 1932 ; voir aussi Harry Wilde, *Theodor Plievier, Nuklpunkt der Freiheit* [Theodore Plievier, le zéro de la liberté], Munich/Vienne/Bâle 1965 ; y figurent beaucoup de choses sur l'atmosphère des milieux anarchistes d'Allemagne après 1918, voir p. 9-88.

<sup>8</sup> Voir Theodor Plievier, *Anarchie*, Weimar sans date (1919).

<sup>9</sup> Voir "Die Schöpfung", 1<sup>o</sup> année (1921) n<sup>o</sup> 46.

<sup>10</sup> Voir à ce sujet la série d'articles : *Gustav Landauer und die sozialistische Siedlungsaktion* [Gustav Landauer et l'action en faveur de colonies socialistes] dans : "Der Freie Arbeiter", 13<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 26 sq.

Düsseldorf, sur le modèle du Barkenhoff de Vogeler à Worpswede<sup>11</sup>. Des tentatives d'installation furent entreprises également par les anarchistes autrichiens gravitant autour de Grossmann<sup>12</sup>. Un autre projet, élaboré avec empressement par le cercle tournant autour de la "Schöpfung", fut l'instauration d'écoles laïques dans l'esprit de l'anarchiste et pédagogue espagnol Francisco Ferrer; là aussi, il n'y eut quelques débuts de réalisation de ce projet<sup>13</sup>.

Dans la Ruhr, là où, en septembre 1919, la fusion organisationnelle des syndicalistes révolutionnaires avec les unionistes avait été provisoirement réalisée, une frontière dogmatique aussi stricte que celle qui était réclamée par la Commission Commerciale de Berlin ne fut jamais respectée; les frontières entre les deux organisations furent, ici encore plus que dans les autres parties de l'Empire, mouvantes. Quand, après l'échec de l'Action de Mars du VKPD en 1921, les forces contre-révolutionnaires prirent sensiblement le dessus dans les événements politiques quotidiens, il y eut également à Berlin, comme dans beaucoup de localités, des tentatives d'unification entre l'AAU et la FAU. On s'entendit à Berlin en avril 1921 sur le fait que, jusqu'à la fin des négociations d'unification, on ne devait rien dire des deux côtés dans la presse au sujet de la polémique et l'on se mit d'accord sur des lignes directrices communes pour une unité d'action dont les points les plus importants étaient les suivants :

« 1. Guidé par la volonté de rendre possible une conduite unitaire des luttes de la part des organisations de la FAU et de l'AAU qui sont proches aussi bien du point de vue organisationnel qu'idéologique, un comité d'action composé de manière paritaire a été formé par les groupes locaux berlinois des deux organisations en vue d'une communication et d'une prise de contact mutuelles et durables des deux organisations....  
5. Comme stade de transition nécessaire, les deux organisations reconnaissent la dictature du prolétariat, mais, sous ce terme de "dictature", l'on doit comprendre la volonté exclusive des producteurs actifs, c'est-à-dire une dictature de classe, mais non de parti. »<sup>14</sup>

Dans les deux organisations, FAU et AAU, une lutte violente s'engagea au sujet de ces accords. Ils furent recommandés par les représentants de la tendance "organisation unitaire" de l'AAU et par les membres de la FAU qui penchaient vers l'opposition de Düsseldorf; les partisans de la Commission Commerciale de la FAUD et les adeptes du KAP dans l'AAU torpillèrent en fin de compte les négociations. Après l'exposé de l'opposition de Düsseldorf<sup>15</sup>, l'accord sur l'arrêt de toute polémique fut rompu – « reste à voir si c'est consciemment ou inconsciemment » – par deux articles publiés par la Commission Commerciale<sup>16</sup>, ce que la fraction du KAP dans l'AAU utilisa à son tour, comme preuve du manque de volonté d'unité de la FAU, contre sa propre opposition. Peu après le début de sa parution, la "Schöpfung" s'était fait l'avocate de l'unification radicale de gauche<sup>17</sup> qui, dans la seconde moitié de 1921, s'était produite en différents lieux; ainsi par exemple à Höchst a. M. où fut réalisée, sur la base des lignes directrices berlinoises, une fusion des unions locales de la FAU et de l'AAU<sup>18</sup>. L'organe

<sup>11</sup> Grossmann atteste de l'existence d'autres colonies de ce genre en Allemagne : [illisible], Bergfried (Bavière), Schlüchtern, Frankenfeld et Blakenburg : voir "Erkenntnis und Befreiung", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 28.

<sup>12</sup> Voir "Erkenntnis und Befreiung", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 25 et 31.

<sup>13</sup> Heinrich Vogeler dirigea pendant un certain temps une telle école. Voir ses textes pédagogiques : Heinrich Vogeler, *Siedlungswesen und Arbeitsschule* [Établissement et école du travail], Hanovre 1919 ; Heinrich Vogeler, *Die Arbeitsschule als Aufbauzelle der klassenlosen menschlichen Gesellschaft* [L'école du travail comme cellule d'organisation de la société humaine sans classes], Hambourg 1921.

<sup>14</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 17 ; "Die Schöpfung", 1<sup>o</sup> année (1921) n<sup>o</sup> 54.

<sup>15</sup> "Die Schöpfung", 1<sup>o</sup> année (1921) n<sup>o</sup> 54.

<sup>16</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 15 et 17 : *Syndikalist und AAU*

<sup>17</sup> Voir "Die Schöpfung", 1<sup>o</sup> année (1921) n<sup>o</sup> 37, 42, 46, 54 etc. ; voir aussi la rubrique permanente : *Der Schrei nach Einigung* [L'appel à l'unification].

<sup>18</sup> "Die Schöpfung", 1<sup>o</sup> année (1921) n<sup>o</sup> 54. "Die Schöpfung" souligne qu'il ne s'agissait pas avec les initiateurs de cette unification de novices, mais de deux camarades qui avaient appartenu avant la Première Guerre mondiale à la "Fédération libre".

de la Commission Commerciale continua à rejeter des alliances avec « tous les socialistes étatiques depuis le SPD jusqu'à l'AAU »<sup>19</sup>. Au XIV<sup>e</sup> Congrès de la FAUD, en novembre 1922, une proposition provenant de Stettin, qui demandait d'effectuer la fusion générale de la FAUD et de l'AAU, fut repoussée<sup>20</sup>. La rigidité dogmatique de la Commission Commerciale prédominait également à l'égard de l'aile des unionistes qui était la plus proche des syndicalistes révolutionnaires, à savoir la tendance "organisation unitaire", bien qu'il n'y ait pas eu pour ainsi dire de divergences objectives entre elles; le seul point de querelle que Pfempfert put nommer incidemment fut la revendication de la non-violence de la part de la Commission Commerciale<sup>21</sup>.

À côté de cette attitude tactique plus élastique de ceux de Düsseldorf, qui provenait de leur tendance prononcée à l'action, les contradictions internes à l'organisation dans la FAUD avaient également pour partie des causes idéologiques. Quand Rocker se plaignait en novembre 1921, dans une lettre adressée à Max Nettau, qu'une partie des anciens anarchistes s'était fourvoyée « dans les régions supérieures d'une "surhumanité" impuissante »<sup>22</sup> et qu'elle était perdue pour toute activité sérieuse, il pensait à ceux de Düsseldorf. Du côté de la Commission Commerciale, on reprochait à ceux de Düsseldorf leur "individualisme"<sup>23</sup>; si cette notion avait en général une signification idéologique et si elle ne devait pas stigmatiser seulement l'indépendance d'esprit des oppositionnels, elle était nécessairement marquée par les théories qui, sous l'influence de "Erkenntnis und Befreiung" [Connaissance et émancipation] de Grossmann, étaient défendues dans le "Freie Arbeiter"; Grossmann, qui, en avril et mai 1921, fit un voyage d'agitation en Allemagne<sup>24</sup>, dirigeait à Vienne une ligue anarchiste : "Connaissance et émancipation au sens de Léon Tolstoï", et il se réclamait entre autres de Nietzsche. Les contradictions idéologiques sont, en fin de compte, moins facilement compréhensibles que les animosités personnelles entre les différents porte-parole anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires. Il existait déjà des tensions personnelles entre Köster et Kater avant la Guerre mondiale<sup>25</sup>, et on en était arrivé à la brouille entre Rocker et Grossmann depuis leur époque londonienne commune, de même qu'entre Rocker et l'éditeur du "Freie Arbeiter" en 1919.

Toutes ces tensions latentes en étaient arrivées à éclater lorsque Kater, à la fin d'août 1921, avait caractérisé les mouvements oppositionnels de la Ruhr comme « de la ratiocination, de la théorisation, de l'individualisme exacerbé »<sup>26</sup>; il déclencha ainsi une controverse qui atteignit son point culminant lors du XIII<sup>e</sup> Congrès, en octobre de cette année-là, et qui donna l'impression que l'ensemble de l'organisation était sur le point de se dissoudre. Les discussions continuèrent encore un moment après le congrès. Lorsque Fritz Köster, à qui avait été confiée la rédaction du "Syndikalist" par tirage au sort lors du XIII<sup>e</sup> Congrès, caricatura incidemment l'attitude bornée et dogmatique de la Commission Commerciale<sup>27</sup>, il fut immédiatement déchargé de son poste et c'est August Souchy qui reprit la rédaction. Lors du XIV<sup>e</sup> Congrès, en novembre 1922, on était parvenu à un certain équilibre entre la tendance de Berlin et la

<sup>19</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 38.

<sup>20</sup> "Die Schöpfung", 2<sup>e</sup> année (1922) n<sup>o</sup> 24.

<sup>21</sup> "Der Syndikalist", 5<sup>e</sup> année (1923), n<sup>o</sup> 1.

<sup>22</sup> Lettre de Rudolf Rocker dans : *Korrespondanz Rudolf Rocker - Dr Max Nettlau* du 2/11/1921.

<sup>23</sup> La tradition intellectuelle historique de l'anarchisme individualiste fut poursuivie dans le bihebdomadaire publié depuis 1919 à Berlin par Benedict Lachmann : "Der individualistische Anarchist"; la tradition de l'anarchisme de Stirner dans la feuille "Der Einzige" [L'Unique] publiée par le Dr Anselm Ruest. L'"individualisme" des gens de Düsseldorf n'avait rien à voir avec les deux traditions précédentes.

<sup>24</sup> Voir ses reportages sur la situation dans l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire allemands dans "Erkenntnis und Befreiung", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 29 sq.

<sup>25</sup> Voir à ce sujet Fritz Köster dans "Die Schöpfung", 1<sup>e</sup> année (1921) n<sup>o</sup> 59.

<sup>26</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 36. Voir aussi le rejet formel des actions d'établissement par Kater dans "Der Syndikalist", 3<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 31.

<sup>27</sup> "Der Syndikalist", 4<sup>e</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 11 supplément.

tendance de Düsseldorf dans la FAUD<sup>28</sup>, et, au cours de l'année 1923, les divergences entre les deux tendances furent effacées par le tourbillon de l'inflation.

#### **4. La "Tendance de Gelsenkirchen de la FAU"et l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (Organisation des conseils)"**

Rocker décrivait ainsi les inconvénients du développement hypertrophié de l'organisation de la Rhénanie-Westphalie : la situation avait fait en sorte que l'organisation avait dû accueillir souvent des milliers de nouveaux adhérents qu'il aurait fallu former spirituellement et préparer à des conceptions anarcho-syndicalistes; dans la plupart des cas, il s'était agi d'anciens membres des vieux syndicats centralisés<sup>1</sup>. La partie des ouvriers qui, déçue après la grève générale de la Ruhr, se détourna à partir de juin 1919 de l'ancien syndicat centralisé, et qui fut atteinte au moins par l'éducation spirituelle des anarcho-syndicalistes, fut regroupée dans la deuxième "Union Générale des Mineurs" qui avait été constituée en juin 1919 sous la protection du KPD(S) en concurrence avec la Fédération des Mineurs de la "Fédération Libre"<sup>2</sup>. Elle prit part ensuite, comme minorité relativement faible, à la fondation problématique de la FAU de la Rhénanie-Westphalie en septembre 1919 mais sans se dissoudre dans cette coalition<sup>3</sup>. Pendant quelques mois, il régna dans l'ex-"Union Générale des Mineurs" un fouillis inextricable d'idées unionistes (organisation d'entreprise, organisation unitaire) et de propagande syndicaliste révolutionnaire. Avec le temps, le fouillis se dissipa; les syndicalistes révolutionnaires restèrent les plus forts; « la pensée syndicaliste révolutionnaire, fédérative, domina pendant un certain temps et elle a corrodé le cerveau des travailleurs »<sup>4</sup>. L'Union conserva son étiquette d'"Union Ouvrière Libre ", acquise à la réunion de septembre (1919), et elle se nomma, d'après son chef-lieu, "Tendance de Gelsenkirchen". Après que l'état de siège eut été levé en juin 1920, l'agitation politique démarra de la part des partis et les principes marxistes commencèrent à s'imposer dans l'organisation à l'encontre du syndicalisme révolutionnaire qui avait été admis de manière superficielle. « L'esprit syndicaliste révolutionnaire fut stigmatisé et une base marxiste fut créée dans l'organisation au cours d'innombrables réunions publiques »<sup>5</sup>. À partir de février 1920, la FAU Gelsenkirchen publia son propre

---

<sup>28</sup> Voir les comptes rendus du congrès dans : "Der Syndikalist", 4<sup>o</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 47 et dans : "Die Schöpfung", 2<sup>o</sup> année (1922) n<sup>o</sup> 24.

<sup>1</sup> Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 193.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la fondation de la FAU de la Rhénanie-Westphalie.

<sup>3</sup> L'on a lu plus tard dans l'Organe syndical du VKPD : « L'expulsion de camarades dirigeants de l'Union, les innombrables arrestations et persécutions ont privé l'Union des Mineurs des meilleures forces et elles ont été, durant la période illégale, le jouet des éléments syndicalistes révolutionnaires qui n'ont pas été concernés par l'état de siège, et cela a même conduit en septembre et octobre 1918 à une jonction apparente entre l'Union et la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire ». Voir "Der Kommunistische Gewerkschafter, Wochenzeitung für die Tätigkeit der Kommunisten in den Gewerkschaften und Betriebsräten", 1<sup>o</sup> année (1931), n<sup>o</sup> 3 : *Die freie Arbeiter-Union Gelsenkirchen* [L'Union Libre des Travailleurs de Gelsenkirchen].

<sup>4</sup> Voir "Die Rote Gewerkschafts-Internationale, Mitteilungsblatt aller für den Zusammenschluss im Internationalen Rat der Fach- und Industrieverbände wirkenden Arbeiter und Angestellten" [L'Internationale Syndicale Rouge, feuille d'information de tous les ouvriers et les employés qui travaillent activement en faveur du regroupement dans le Conseil international des syndicats professionnels et industriels], 1<sup>o</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 7 : *Warum hat sich die Freie Arbeiter-Union Gelsenkirchen der Roten Gewerkschaftsinternationale angeschlossen ?* [Pourquoi l'Union Libre des Travailleurs de Gelsenkirchen a-t-elle rejoint l'ISR ?].

<sup>5</sup> *ibidem*.

organe de presse : "L'Union Ouvrière Libre, Organe des organisations de puits de mine et d'entreprise des travailleurs manuels et intellectuels". Tandis que, dans les premiers numéros, la lutte pour le pouvoir politique était encore rejetée sur le plan des principes, la feuille prit bientôt une attitude plus conciliante par rapport aux partis politiques.

Ceux de Gelsenkirchen tirèrent le trait d'union extérieur vers la FAUD(S) syndicaliste révolutionnaire quand ils convoquèrent du 31 octobre au 2 novembre 1920 un congrès national au cours duquel ils se joignirent aux Unions des Mineurs d'Allemagne Centrale et de Haute Silésie<sup>6</sup>. Après cet accroissement, l'organisation, qui fut tout d'abord sous l'influence de l'USP, commença à devenir intéressante aussi pour le KPD, bien que sa simple existence, en tant que groupe indépendant, séparé du syndicat des mineurs, ait été en contradiction avec le mot d'ordre de la centrale de Levi, à savoir qu'il fallait combattre la bureaucratie syndicale à l'intérieur des anciens syndicats. En effet, Levi avait déjà pris en compte l'existence de l'Union des Mineurs lors du II<sup>o</sup> Congrès du KPD(S); en janvier 1921, le VKPD, qui venait tout juste d'être créé, complimenta ceux de Gelsenkirchen : alors que toutes les autres Unions étaient devenues le jouet des théories syndicalistes révolutionnaires, dans la FAU Gelsenkirchen étaient « réunis dans une certaine mesure des facteurs qu'il semble possible et nécessaire de faire servir le mouvement révolutionnaire »<sup>7</sup>. La FAU Gelsenkirchen avait, après de longues délibérations, défini de la manière suivante ses rapports avec le VKPD le 18 janvier 1921 :

« L'Union n'a à recevoir de directives d'aucune sorte du parti, mais elle travaille selon les lignes directrices du Conseil International auquel elle enverra ses représentants... Les camarades du parti dans l'Union ont en revanche le devoir naturel de veiller à ce que l'Union mène la véritable lutte de classe sur un terrain marxiste. Le parti ne peut donc agir qu'indirectement au travers des membres communistes de l'Union, exactement comme dans d'autres syndicats. »<sup>8</sup>

La FAU Gelsenkirchen avait insisté, lors des négociations avec le VKPD en janvier, sur le fait que le parti favoriserait l'adhésion à l'Union de tous les groupes syndicaux exclus de l'ADGB. En contre-partie, l'Union abandonnerait son mot d'ordre de "Quittez les syndicats!". C'est autour de ces deux points-là que tourna la discussion sans fin entre le KPD et l'Union durant toute l'année suivante. La centrale du KPD s'efforçait d'endiguer à tous égards l'efficacité des syndicats indépendants, laquelle était difficilement compatible avec sa tactique syndicale des cellules<sup>9</sup>, et elle ne favorisait pas l'adhésion des autres syndicats indépendants. La FAU prit le parti de la rupture de l'accord et elle fusionna contre la volonté de celui-ci en mai 1921 avec deux autres syndicats, le "Syndicat des travailleurs manuels et intellectuels" (Berlin) et le "Syndicat des travailleurs agricoles" (Brunswick), qui naquirent tous les deux en novembre 1918 de leur opposition à la "politique des instances" de leurs syndicats libres d'origine<sup>10</sup>; elle reprit en même temps le mot d'ordre communiste de gauche de sortie des syndicats.

<sup>6</sup> Selon des données chiffrées estimées de façon plutôt optimistes, l'Organisation de la Rhénanie -Westphalie apportait environ 90 000 membres, celle de l'Allemagne centrale environ 10 000, et celle de la Silésie environ 15000, à la fusion. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n° 15821/28.

<sup>7</sup> "Der Kommunistische Gewerkschafter", 1<sup>o</sup> année (1921), n° 3.

<sup>8</sup> "Freie Arbeiter-Union", 2<sup>o</sup> année (1920), n° 4. Le "Conseil international" était le Comité préparatoire pour l'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR) de Moscou.

<sup>9</sup> Le "Syndicat des Travailleurs manuels et intellectuels" de Berlin par exemple n'avait été accepté dans l'ISR qu'à la condition « qu'il n'exerce aucune activité de propagande à l'extérieur de Berlin et qu'il ne prévoit pas la fondation de nouveaux groupes locaux ». Voir "Der Kommunistische Gewerkschafter", 1<sup>o</sup> année (1921), n° 6 ; voir aussi : Paul Hermsberg, *loc. cit.*, p. 230 sq.

<sup>10</sup> Voir le compte rendu détaillé du représentant de ces syndicats lors de la Conférence de fusion en septembre 1921, dans : "Union, Zentral-Organ der Union der Hand- und Kopfarbeiter Deutschlands (Räteorganisation), 3<sup>o</sup> année (1921), n° 35.

Néanmoins, la FAU Gelsenkirchen se donna du mal pour être acceptée dans l'«Internationale Syndicale Rouge» (ISR)<sup>11</sup>, admission qui avait été catégoriquement rejetée par la Commission Commerciale de la FAUD(S). À une requête correspondante de septembre 1920, il ne fut répondu positivement qu'en janvier de l'année suivante par l'Assemblée préparatoire de la nouvelle Internationale Syndicale. Lors du Congrès constitutif de l'ISR en juin 1921, L'Union de Gelsenkirchen fut représentée par six délégués. Mais étant donné que cette organisation syndicale parallèle au Komintern cherchait à influencer l'Union dans le sens de la tactique des cellules préconisée par la centrale du KPD<sup>12</sup>, il se créa seulement de la sorte un nouveau foyer de conflit. Lorsque les trois syndicats indépendants, qui avaient formé un cartel depuis le mois de mai de cette année-là, fusionnèrent le 4 septembre 1921 sous le nom de l'«Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (Organisations des conseils)», elles déclarèrent :

« L'Union Ouvrière Libre renonce au mot d'ordre : "Sortez des syndicats!" parce qu'elle est consciente qu'elle est et doit rester membre de l'Internationale Syndicale Rouge afin de pouvoir mener jusqu'à la victoire, conjointement avec elle et le Parti Communiste d'Allemagne, le combat révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat. Pour parvenir à cela, la FAU demande au KPD la permission que tous ceux qui ont été exclus par suite de la décision définitive des congrès syndicaux adhèrent à la FAU puisque, selon les résolutions de Moscou, il est interdit de constituer de nouveaux syndicats. »<sup>13</sup>

La fusion des trois syndicats en septembre 1921 signifiait une consolidation réitérée de l'ex-FAU Gelsenkirchen, dont le nombre d'adhérents s'éleva ainsi, d'après ses propres informations<sup>14</sup>, à environ 168 000. Le co-rapporteur (Fritz Heckert) désigné par le KPD exprima lors du congrès son fort mécontentement sur le déroulement de celui-ci; les efforts du KPD pour endiguer l'extension des syndicats indépendants avaient été encore une fois contrecarrés par le Congrès de fusion.

La nouvelle organisation fut de nouveau exhortée par le KPD à venir à bout des tendances anarcho-syndicalistes et réformistes en son sein; un porte-parole de l'Union elle-même indiqua, lors du Congrès de fusion, comme dernière cause des discussions avec le KPD, le fait que « l'organisation avait une certaine tradition syndicaliste révolutionnaire derrière elle ». « Elle était fortement pénétrée par l'esprit du fédéralisme et de l'anarchisme »<sup>15</sup>. L'organisation qui ne se dégagerait pas encore complètement pendant longtemps de ces idées était consternée par la conversion du KPD à la ligne de la discipline militaire. Si, sur la base de ce passé syndicaliste révolutionnaire, l'on examine les statuts<sup>16</sup> que le Congrès de fusion adopta, il devient alors visible que l'Union avait fait bon nombre de concessions au KPD sans pour autant renier tout à fait son origine communiste de gauche et syndicaliste révolutionnaire. Les principes de l'organisation unitaire (§ 2) et de l'organisation d'entreprise (§ 4) furent conservés. Concernant la fusion régionale, les organisations d'entreprise devaient constituer des

<sup>11</sup> Concernant la naissance et l'histoire de l'ISR, voir Günther Nollau, *Die Internationale, Wurzeln und Erscheinungsformen des proletarischen Internationalismus* [L'Internationale, racines et manifestations de l'internationalisme prolétarien], Cologne/Berlin 1959, p. 164 sq.

<sup>12</sup> Voir à ce sujet la lettre de l'«Internationale Rat» à la FAU de Gelsenkirchen de mai 1921 : « Lorsqu'ils ont sollicité l'admission au Conseil international des Syndicats professionnels et industriels, vos porte-parole ont pris des engagements qu'ils ne sont plus disposés à tenir », dans : «Die Rote Gewerkschafts-Internationale», 1<sup>o</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 18. Voir aussi Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 83 sq.

<sup>13</sup> Voir «Union», 3<sup>o</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 35.

<sup>14</sup> Voir *ibidem*. Hermberg (*loc. cit.*, p. 231 sq.) constatait toutefois, sur la base d'un matériel fiable, que le nombre d'adhérents de l'Union (à l'exclusion de la Silésie) tournait, entre janvier et juillet 1922, autour d'environ 70 000.

<sup>15</sup> «Union», 3<sup>o</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 35.

<sup>16</sup> Voir les statuts de l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (Organisation des conseils), membre de l'Internationale Syndicale Rouge, sans lieu 1921. Voir l'Appendice documentaire n<sup>o</sup> X.

districts économiques; l'Union forma quatre districts de ce type : la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie, l'Allemagne centrale, Berlin-Brandebourg et la Silésie. Concernant la fusion économique, elles devaient constituer des groupes d'industrie; le bassin de recrutement de l'industrie minière avait été depuis les tout premiers débuts de l'Union, à la mi-1919, sa véritable base industrielle et il le demeura; c'est avec fierté que l'on indiqua lors du Congrès de septembre 1921 un afflux considérable en provenance de la métallurgie; le "Syndicat des Travailleurs manuels et intellectuels" apporta finalement à l'Union le groupe professionnel des employés des communes et de l'État, de même que le "Syndicat Libre des Ouvriers agricoles" lui apporta le groupe des travailleurs agricoles. Au II<sup>o</sup> Congrès national de l'Union en octobre 1922 à Essen, on posa l'exigence d'organiser autant de branches industrielles que possible; l'ISR et le KPD cherchaient au contraire à dissuader l'Union de cet "universalisme" et à restreindre son domaine d'organisation à l'industrie minière<sup>17</sup>. Une large autonomie était laissée aux groupes locaux (§ 9); ils géraient leurs affaires intérieures de manière indépendante et ils menaient également des actions à l'échelle locale sur leur propre initiative (§ 17). L'instance suprême dans toutes les questions, c'était le congrès national, l'exécutif suprême c'était la centrale nationale qui se composait de fonctionnaires rémunérés mais qui pouvaient être révoqués à tout instant (§ 8). La centrale nationale éditait aussi l'organe central, l'"Union", qui parut, pour la région de la Ruhr, tout d'abord à Gelsenkirchen, puis à partir de mars 1922 à Essen, pour la région industrielle de l'Allemagne centrale à Halle et pour la Silésie à Gleiwitz. Bien que, dans l'énumération des compétences de la centrale nationale (§ 9), une tendance vers une forme d'organisation centralisée ne soit pas à méconnaître, la structure organisationnelle réelle de l'Union restait fédéraliste. Lors du III<sup>o</sup> Congrès de l'Union en mai 1924 à Bochum, un porte-parole de la centrale nationale critiquait le fait que la structure de l'organisation, et en particulier la relation entre la centrale et les différents districts économiques, était devenue de plus en plus lâche; c'est ainsi que se sont développées progressivement des situations « qui ne correspondaient pas à une organisation solide, constituée de manière centralisée, mais qui aboutissaient plutôt à un particularisme de type fédéraliste »<sup>18</sup>. Comme pour l'AAUD et la FAUD(S), les cotisations des adhérents étaient très faibles (§ 6) et il y eut un conflit permanent entre le KPD et l'Union à propos de l'augmentation des cotisations que réclamait le KPD. De la même façon que les unionistes et les syndicalistes révolutionnaires, l'Union, en tant qu'organisation sociale-révolutionnaire (§ 3), n'avait pas de caisses de soutien. Mais contrairement à l'AAU et à la FAU, elle participait, conformément à ses statuts, à tous les organismes légaux (conseils d'entreprise légaux, etc.) et aux négociations salariales (conclusions d'accords salariaux, etc.) (§ 3). Cette participation aux négociations salariales et aux élections aux conseils d'entreprise fut, lors de la Conférence de fusion en septembre 1921, l'une des questions les plus disputées car elle ne correspondait ni au tempérament révolutionnaire des larges cercles d'adhérents de l'Union<sup>19</sup>, ni à la conception sociale-révolutionnaire qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. L'approbation donnée par le Congrès à ces moyens de lutte résultait d'une part d'un certain épuisement révolutionnaire du prolétariat allemand et elle était d'autre part indubitablement une concession faite au KPD. Les états d'âme radicaux toujours existants qui s'exprimèrent contre l'institution de caisses de grève et contre la conduite de grèves partielles se manifestèrent par la suite. L'ISR admonesta le II<sup>o</sup> Congrès de l'Union sur le fait qu'il y avait des camarades qui croyaient que la lutte pour des revendications partielles dispersait les forces

---

<sup>17</sup> Voir à ce sujet la lettre de l'ISR au II<sup>o</sup> Congrès national de l'Union dans : "Der Kommunistische Gewerkschafter", 2<sup>o</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 35.

<sup>18</sup> "Union", 4<sup>o</sup> année (1924), n<sup>o</sup> 9.

<sup>19</sup> C'est sur cette même question que la scission s'est produite dans le KAP et dans l'AAU. Voir plus loin le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAUD. Voir aussi, concernant la question de la participation aux négociations salariales, l'invitation de la FAU Gelsenkirchen au Congrès de fusion, qui préconisait la participation afin « d'arracher le masque dans les négociations » aux adversaires des syndicats libres. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n<sup>o</sup> 15849/105.

et les énergies de la classe ouvrière et qu'il était possible d'économiser toute l'énergie et toutes les forces pour le dernier combat décisif. « Ceci est une conception erronée et, de par sa nature, réactionnaire »<sup>20</sup>.

Les états d'âme de ce type qui imprégnaient périodiquement l'Union et qui faisaient sans cesse bon accueil à la propagande en faveur de la sortie des anciens syndicats eurent pour résultat que la relation de l'organisation avec le KPD et l'ISR resta durablement tendue<sup>21</sup>. C'est sur cette question de la soumission aux directives de l'ISR que l'on en arriva, au début de 1924, à l'exclusion du KPD d'une minorité rebelle qui était conduite par Paul Weyer. Le chef-lieu de cette minorité était Gelsenkirchen; en mars 1924, elle convoqua son propre congrès à Essen et elle devint indépendante. La majorité favorable au parti, avec son siège à Bochum, et qui était conduite par l'employé Hammer, avait le soutien de l'ISR<sup>22</sup>. L'importance de l'Union dans le domaine politico-syndical ne fut pas seulement amoindrie par cette scission; l'Union connut, avec la stabilisation économique commençante, la même déperdition d'adhérents que les autres syndicats sociaux-révolutionnaires; à la fin de 1924, il n'existait plus que les deux groupes d'industrie traditionnellement les plus grands de l'Union; le groupe d'industrie de l'extraction minière comptait encore 14 000 membres, et le groupe d'industrie de la métallurgie en comptait encore environ 6 700<sup>23</sup>.

Le contact avec la FAUD et l'AAUD ne fut jamais totalement rompu. Après la scission de la tendance de Gelsenkirchen en octobre 1920, la FAUD avait encore perdu au tournant de l'année 1920/21 un certain nombre d'unions locales au profit de la nouvelle organisation; la Commission Commerciale se plaignit au début de 1921 que toute une série de petites organisations était passée dans le camp de ceux de Gelsenkirchen avec les caisses et les équipements syndicaux, et en laissant derrière elles une dette considérable<sup>24</sup>. Bien que la FAUD(S) ait eu à enregistrer de lourdes pertes d'adhérents au cours de l'année 1921 précisément dans la région de la Ruhr, elle resta selon toute apparence supérieure en nombre à l'organisation de Gelsenkirchen<sup>25</sup>. La Commission Commerciale de la FAUD(S) essaya à plusieurs reprises de démontrer que ceux de Gelsenkirchen s'étaient vendus au KPD; après le II<sup>o</sup> Congrès de l'Union, le "Syndikalist" constatait de manière satisfaite : « L'Union de Gelsenkirchen sous la curatelle du KPD! »<sup>26</sup>. L'AAU, qui, après la fondation de la FAU Gelsenkirchen, avait perdu pareillement divers groupes locaux au profit de celle-ci<sup>27</sup>, entretint pendant un certain temps des négociations d'unification avec ceux de Gelsenkirchen; lors de la Conférence de fusion de septembre 1921, un représentant de l'AAUD eut aussi la parole : il exhorta l'Union à demeurer indépendante des partis politiques et il polémiqua contre la tactique des cellules du KPD<sup>28</sup>; mais le rapport d'activité de l'Union à ce même Congrès établissait que,

<sup>20</sup> "Der Kommunistische Gewerkschafter", 2<sup>o</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 35.

<sup>21</sup> Voir "Der Kommunistische Gewerkschafter", 2<sup>o</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 35 pour ce qui concerne le II<sup>o</sup> Congrès de l'Union en octobre 1922 : « Beaucoup de nos camarades ont envisagé ce congrès avec de fortes craintes car, au cours des derniers mois, des différences plus importantes entre les unionistes et l'opposition syndicale révolutionnaire étaient réapparues. Dans l'Union, les attitudes anarcho-syndicalistes luttaient encore pour la suprématie... ».

<sup>22</sup> Voir la lettre de l'ISR à cette fraction de l'Union dans l'"Union", 4<sup>o</sup> année (1924), n<sup>o</sup> 9.

<sup>23</sup> Voir Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 211.

<sup>24</sup> "Der Syndikalist", 3<sup>o</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 7.

<sup>25</sup> Une enquête du président du gouvernement de Düsseldorf a donné pour Duisbourg en mai 1921 environ 5 000 membres de la FAUD(S), la FAU Gelsenkirchen n'avait pas « et de loin la force de la FAUD(S) » ; à Mulheim/Ruhr, la FAUD avait en avril 1921 environ 5 000 membres, et la FAU Gelsenkirchen environ 3 000. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n<sup>o</sup> 15849/50.

<sup>26</sup> "Der Syndikalist", 4<sup>o</sup> année (1922), n<sup>o</sup> 44.

<sup>27</sup> À Neuss a. Rh. par exemple, le groupe local de la FAU Gelsenkirchen était issu de l'AAU locale qui comprenait 300 membres ; voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n<sup>o</sup> 15849/176.

<sup>28</sup> Voir aussi : "Der Kampf" (Berlin), 2<sup>o</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 20 : *Zur Reichkonferenz der Gelsenkirchener Union. An die Mitglieder des Freien Arbeiter-Union Gelsenkirchen* [La Conférence nationale de l'Union de Gelsenkirchen. Aux membres de l'"Union Libre des Ouvriers de Gelsenkirchen"]].

après de longues tractations avec l'AAU, l'on en était arrivé à la conviction « que l'unification avec le groupe susnommé n'était pas possible pour différentes raisons »<sup>29</sup>. On parvint cependant sans cesse, sporadiquement, à la constitution au niveau local de comités d'action entre les syndicats sociaux-révolutionnaires<sup>30</sup> et aussi à des tentatives d'unification<sup>31</sup>; il existait également des relations avec le KAPD; c'est ainsi qu'une résolution du Congrès de fusion de l'Union décida d'envoyer un représentant au prochain congrès du KAPD.

Quoique toutes ces organisations sociales-révolutionnaires aient entre elles plus de choses en commun que de choses qui les séparaient, et bien qu'elles connurent à un degré croissant le même destin (scissions, déperdition d'adhérents, etc.) en raison de l'évolution économique et sociale durant les années qui vont de 1920 à 1924, l'égoïsme d'organisation de ces groupes, surdéveloppé de manière grotesque par rapport à leur force effective, empêcha l'unification de ces forces d'extrême gauche. L'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne" surpassa encore d'une certaine manière les autres groupes sur le terrain de l'impuissance tactique. Prisonnière de ses origines unionistes et syndicalistes révolutionnaires, elle conclut un accord perpétuellement remis en question avec le KPD; incapable de faire alliance avec la FAUD(S) et l'AAUD, elle constitua un héritage communiste de gauche dont le KPD ne s'est jamais réjoui. À partir du IX<sup>e</sup> Congrès du KPD en avril 1924, il y eut l'exigence du retour de l'ensemble des syndicats indépendants dans les sections correspondantes de l'ADGB, pour y mener le travail révolutionnaire contre la bureaucratie syndicale réformiste; cette exigence fut reprise par le V<sup>e</sup> Congrès du Komintern en juin 1925, et le KPD réussit au cours de cette même année à faire fusionner la majorité de l'Union, favorable au parti et qui existait encore après la scission du début de 1924, avec les syndicats de l'ADGB; l'unification avec les groupes d'industrie de l'extraction minière et de la métallurgie se fit « à des conditions, contre toute attente, favorables »<sup>32</sup> et elle scella la fin de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels", c'est-à-dire de la plus importante des fédérations de syndicats indépendantes, associées au KPD<sup>33</sup>.

---

<sup>29</sup> "Union", 2<sup>e</sup> année (1921), n<sup>o</sup> 35.

<sup>30</sup> En février 1922, les groupes locaux de l'Union, de l'AAU et de la FAUD(S) de Bochum formèrent un Comité d'action commun. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n<sup>o</sup> 15849/170.

<sup>31</sup> À Oberhausen, les groupes locaux de l'Union et de la FAUD(S) ont demandé par exemple en février 1922 à leur direction « de convoquer dans les plus brefs délais une conférence nationale ayant pour but le regroupement organisationnel de tous les syndicats révolutionnaires ». Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n<sup>o</sup> 15849/175.

<sup>32</sup> O. K. Flechtheim, *opus cité*, p. 137.

<sup>33</sup> Au début de 1924, l'aile de l'Union qui était hostile aux partis et qui avait fait scission, joua encore après 1926, sous la direction de Paul Weyer, un certain rôle dans les "syndicats d'industrie révolutionnaires" rudimentaires qui étaient en relation avec le groupe communiste de gauche "Kommunistische Politik" gravitant autour de Karl Korsch et qui poursuivaient la tradition de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels". Voir Siegfried Bahne, *Die ultralinke Opposition...* [L'opposition d'ultragauche...], *loc. cit.*, p. 379 sq.